SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR GENERAL 5

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS 7

1 – CADRE GENERAL D'INTERVENTION 13

2 – RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE DU BUREAU 14

3 – PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ORIENTATIONS MAJEURES DE L'ANNEE 2009 16

4 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2009 19

5 – REALISATIONS TECHNIQUES RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 23

5.1 – Volet Education 23

5.2 – Volet Prévention 30

5.3 – Volet application de la loi 38

6 – VOLET COMMUNICATION 46

6.1. – Volet Communication Institutionnelle 46

6.2 – Volet Communication de Masse 49

7 – RESSOURCES HUMAINES 55

7.1 – Evolution de l'effectif du personnel 55

7.2– Formations et renforcement des capacités du personnel 56

7.3 – Autres activités 56

8 – ADMINISTRATION ET FINANCES 57

8.1 – Réalisations majeures de l'année 2009 57

8.2 – Perspectives pour l'année 2010 59

9 – PERSPECTIVES 60

9.1 – Grandes Orientations 2010-2012 60

9.2 – Grandes orientations 2010 61

9.3 – Principaux résultats escomptés pour l'année 2010 62

9.4 – Budget prévisionnel 2010 64

ANNEXES 66

Annexe 1 : Organigramme du BIANCO 67

Annexe 2 : Rapport des comités consultatifs du Bianco 69

Annexe 3 : Tableau de comparaison des réalisations aux indicateurs prévus 76

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Nombre de doléances reçues par branches territoriales 39

Tableau 2 : Nombre d'arrestations, de mise en mandat de dépôt et liberté provisoire 40

Tableau 3 : Répartition par secteur des dossiers investigables 41

Tableau 4 : Répartition cumulée du traitement des doléances reçues par branche territoriale. 43

Tableau 5 : Evolution annuelle du traitement des doléances 44

Tableau 6 : Récapitulation des résultats des enquêtes par branche territoriale 45

Tableau 7 : Récapitulation annuelle des résultats des enquêtes 45

Tableau 8 : Evolution de l'effectif du personnel du Bureau 55

Tableau 9 : Effectif par branche territoriale et par division opérationnelle. 56

Tableau 10 : Récapitulation des réalisations par rubrique des fonds alloués par l'Etat 58

Tableau 11 : Récapitulation des réalisations par rubrique des fonds alloués par le Royaume de Norvège. 59

Tableau 12 : Détail du budget prévisionnel 2010 64

Tableau 13 : Budget prévisionnel des activités opérationnelles de l'année 2010 des Branches Territoriales et des Départements centraux *(Montant en Millions d'Ariary)* 65

Tableau 14 : Récapitulation de la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs. 74

Tableau 15 : Dossiers examinés et décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales 74

Liste des graphiques

Graphique 1 : Projection de l'évolution de l'IPC de Madagascar jusqu'en 2012. 15

Graphique 2 : Situation des concours administratifs appuyés par le Bureau 34

Graphique 3 : Répartition des déclarations de patrimoine reçues. 39


MIARA-MANDROSO ISIKA
AOKA IZAY NY KOLIKOLY

MOT DU DIRECTEUR GENERAL



La crise politique et sociale qui a frappé le pays a été révélatrice des dangers que représente la corruption pour la stabilité du pays. Le constat général qui s'en dégage est que la stabilité de nos institutions n'a d'égale que la résistance des maillons d'intégrité constituant ses piliers. La lutte contre la corruption ne revêt donc pas un caractère optionnel mais vital pour la stabilité des régimes politiques, gage d'un développement harmonieux.

A ma prise de fonction, un diagnostic rapide de la situation a révélé qu'une partie de la foule ayant participé aux mouvements populaires, notamment ceux de Toliara et de Toamasina, avait une image erronée du Bureau. Ce dernier a été ici et là perçu à tort comme étant un instrument politique. Bien que le programme de lutte contre la corruption ait été lancé au cours du précédent régime politique, le bureau n'a jamais servi d'intérêt politique. La réussite de la lutte reposant sur la participation du public, il importait d'éclairer le public afin de regagner sa confiance quant à l'impartialité et la neutralité du Bureau, et son désintéressement de toute cause ou enjeux politique. Les efforts de communication et d'éducation ont ainsi été intensifiés dans ce sens.

Par ailleurs, le diagnostic révélait l'étendue du chantier, souvent méconnue du public. En effet, hormis le défaut d'intégrité touchant la plupart des secteurs de l'Administration à tous les échelons, et ce, sur toute l'étendue du territoire national, le phénomène s'avère être d'autant plus difficile à enrayer qu'il procède avant tout de la mentalité de ses auteurs.

Et comme il fallait s'y attendre, le vacillement des notions d'Etat de droit et de Bonne Gouvernance, propre aux périodes de transition, a été suivi d'une recrudescence des pratiques de corruption, du fait notamment, de l'incapacité de toute la chaîne judiciaire à faire appliquer la loi et à l'instauration d'une «culture» d'impunité. Certains cas, de par leur échelle et leur gravité particulière, sont de notoriété publique, car ils ont été largement rapportés par les médias *(ex.: exploitation et exportation illicite de bois précieux…)*.

Au-delà des sanctions pénales systématiques à l'endroit des contrevenants à la loi – car l'impunité doit être combattue quelle que soit la situation politique – il faut donc admettre que ce fléau ne pourra durablement disparaître qu'avec un changement radical des comportements et la participation de tous, sans relâche, aux efforts d'éducation, de prévention et d'application de la législation. Nul n'est besoin de se leurrer, le changement significatif de la situation ne pourra intervenir à court terme.

Toutefois, et avec le recul, le diagnostic révélait une amélioration tangible de la situation depuis que les dispositifs de lutte ont été mis en place. Un début de synergie était manifeste,

à en juger la volonté sans relâche de plusieurs partenaires-clé *(sociétés civiles, enseignants, opérateurs économiques, agents publics, collectivités…)* qui se sont associés aux efforts de lutte, notamment au niveau de l'éducation et de la prévention. Et il apparaissait également que le public semblait plus averti quant aux risques inhérents à la pratique de la corruption, cette dernière devenant ainsi moins systématique et banalisée.

Les acquis obtenus jusqu'ici sont importants, et ne permettent à aucune partie prenante à la lutte de baisser les bras, encore moins au Bureau chargé de coordonner les efforts de lutte. Il est vrai que la période particulière que traverse le pays rend difficile la mise en œuvre de certaines activités – bien que ordinaires en période normale – notamment au niveau de l'application de la loi. L'effectivité de la chaîne anti-corruption est par ailleurs fragilisée. A ces difficultés s'ajoute la diminution globale et significative des ressources mises à dispositions du bureau.

Ces difficultés n'ont cependant pas amoindri la détermination du Bureau à poursuivre sa route. Aussi appelons-nous à la persévérance, à la patience et à l'engagement de tout un chacun. L'enjeu, la stabilité du pays et son développement harmonieux, «en vaut la chandelle».

Ensemble, nous vaincrons la corruption.

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

Alors que l'année 2009 devait marquer le début de la montée en puissance des activités du Bureau au niveau national et, partant, le début de réalisation des objectifs fixés par le Madagascar Action Plan, notamment, grâce à l'opérationnalisation effective des six branches territoriales du Bureau, elle a été émaillée à ses débuts, par les événements liés à la crise politico-sociale et ses conséquences.

Le Bureau, faut-il le rappeler, a subi de sérieux revers, pour ne rappeler que le pillage et la destruction par la foule du local abritant la Branche Territoriale de Toliara, et l'incendie de celui qui devait abriter celle de Toamasina, dont le litige portant sur des vices de construction est pendant au Tribunal. Au plan financier, la crise a eu pour effet l'arrêt et le non-renouvellement de tous les financements extérieurs dont le Bureau avait bénéficié, et la réduction du financement apporté par l'Etat.

L'année 2009 aura ainsi été celle de la reconstruction, de la révision à la baisse des prévisions, du réajustement des priorités en vue d'une plus grande mobilisation et appropriation du public.



Image de la Branche Territoriale de Toliara après le pillage de la semaine du 26 janvier 2009

Si le Madagascar Action Plan prévoyait l'atteinte du score de 5,0 en 2012 pour l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International, l'année 2009 aura vu, pour la première fois après quatre années de progression continue, la diminution de ce score pour Madagascar. En effet, le score est passé de 3,4 à 3,0 et le rang de Madagascar a régressé de la 85ème à la 99ème place.

D'autre part, l'année 2009 a également été marquée par un changement à la tête du Bureau. En effet, le Général de Brigade RABETRANO Faly Herisoa a été nommé par décret le 17 avril en remplacement du Général de Corps d'Armée RAMAROZATOVO René.

Malgré la réduction des moyens disponibles, les efforts ont été intensifiés afin que les acquis obtenus ne soient pas totalement perdus. L'objectif demeure que la majorité des Malgaches changent de pratiques et de comportements face à la corruption. La recrudescence des pratiques de corruption du fait de la conjoncture particulière que traverse le pays ne permettait en aucun cas le moindre découragement de la part de l'organe chargé de la coordination des efforts de lutte. Aussi, les mots d'ordre ont été persévérance et détermination, visibilité des actions et appropriation par tous.

Même si la réduction des ressources disponibles a contraint le Bureau à recentrer ses activités, les prévisions en matière de prévention et d'éducation ont été, pour la majeure partie, atteintes.

La mise en œuvre d'une approche régionale de la lutte contre la corruption a été effective au niveau des six circonscriptions administratives *(anciennement appelées provinces)* depuis cette année où les opérations ont été dirigées à partir des sièges des six Branches Territoriales du Bureau.

En raison des événements tragiques cités supra, les Branches Territoriales du Bureau ont consacré la grande partie du premier semestre de l'année à «reconquérir» l'opinion publique locale sur le bien-fondé de la lutte et la pertinence des actions conduites jusque-là par le Bureau, en toute neutralité et impartialité. Les Branches Territoriales ont ainsi sensibilisé les autorités officielles locales, notables locaux *(olobe et tangalamena),* les sociétés civiles locales, les leaders des organisations confessionnelles, et tous autres leaders d'opinion sur ces thèmes, et a mis à profit l'existence de tout événement social important dans leur circonscription dans ce sens.

Dans les 6 ex-provinces, ces actions ont été bien accueillies par les interlocuteurs locaux. Certains d'entre eux entretenaient des doutes sur le bien fondé des actions du Bureau, et ces explications ont été nécessaires, à la base, avant de poursuivre les actions d'éducation et de prévention qui requièrent la participation pleine des autochtones.

Cette approche a du reste été nécessaire en raison du changement intervenu à la tête de la plupart des régions de l'île.

Ainsi, 18 régions sur 22 ont effectivement inséré les activités anti-corruption dans leur plan de développement régional.

La promotion de la culture d'éthique et de transparence au sein du secteur privé a été un des faits marquants de l'année dans le domaine de l'éducation. En effet, la signature de la Déclaration solennelle de principes d'affaires et l'élaboration d'un code de conduite des affaires dans la



DECLARATION DES PRINCIPES D'AFFAIRES

SECTEUR PRIVE
REGION DU VAKINANKARATRA

NOUS, PROFESSIONNELS DU SECTEUR PRIVE :

- Préoccupés par la gravité des problèmes que pose la corruption dans le secteur privé en particulier et par les effets néfastes de la corruption en général ;
- Déterminés à œuvrer pour l'assainissement du monde des affaires et à promouvoir la culture d'éthique et de transparence dans la conduite des affaires ;
- Préoccupés par la contribution à l'instauration d'un environnement d'affaires sain et attractif et la promotion d'une croissance économique à base sociale élargie;
- Fermement convaincus que la corruption sape la trame morale de toute société, détruit la saine et libre concurrence et réduit ainsi les chances d'expansion du secteur privé, grippe le mécanisme de marché et fait fi des codes de conduite des affaires, augmente les coûts de transaction ainsi que l'incertitude et affaiblit la croissance économique ;
- Conscients du fait que le Pacte Mondial du Forum Economique de Davos invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence, entre autres, en son dixième principe relatif à la lutte contre la corruption ;
- Déterminés à poursuivre inlassablement notre engagement pour la contribution au développement social et économique durable de la Région.

NOUS DECLARONS QUE

Nos valeurs sont révélatrices de notre comportement ainsi que de nos pratiques commerciales et de gestion. Elles sont les suivantes : performance, qualité, respect de la personne, intégrité, responsabilité, transparence, loyauté, refus de la corruption et de la concurrence déloyale.

NOUS NOUS ENGAGEONS

1. A respecter, en toute circonstance, les normes de comportement éthique professionnel et personnel ;
2. A entretenir des rapports honnêtes avec les partenaires ayant des relations d'affaires ;
3. A n'offrir, ne solliciter, n'accepter aucune tentative de corruption ;
4. A ne tolérer aucune forme de fraude, ni de vol ou de l'utilisation non conforme des ressources de l'entreprise pour un profit personnel ;
5. A soutenir la libre entreprise et adopter une concurrence honnête en respectant les lois et réglementations en vigueur, notamment la loi sur la concurrence et son décret d'application ;
6. Pour une gestion saine et responsable de l'entreprise ;
7. A la plus grande transparence possible dans nos activités ;
8. A publier régulièrement les informations relatives à la performance financière, aux activités et au développement durable conformément aux lois et normes ;
9. A faire une déclaration fiscale honnête et juste ;
10. A respecter le Code de Conduites des affaires.

REGION DU VAKINANKARATRA

La Région du Vakinankaratra exprime par la présente, son adhésion à la lutte contre la corruption et sa détermination à encourager les entreprises probes.

Fait à Antsirabe, le 09 décembre 2009.

Le Président de la CCI du Vakinankaratra — Le Chef de Région du Vakinankaratra

La déclaration des principes d'affaires pour promouvoir l'intégrité dans le Secteur privé.

Région Vakinakaratra doivent être saluées. La démarche a déjà suscité des réactions d'intérêt de la part d'autorités et opérateurs économiques dans d'autres régions.

D'autre part, si le processus d'insertion de la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans le programme scolaire a été mis en veilleuse, au même titre que le projet de réforme de l'éducation nationale par le Ministère de tutelle, la mobilisation des responsables des universités, des Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN), des Circonscriptions Scolaires (CISCO) et des Zones d'Animation Pédagogiques (ZAP) a permis d'atteindre 17.605 personnes dans 23 grandes villes. En outre, la mise en place des clubs anti-corruption a largement dépassé les prévisions ; l'optimisme est ainsi permis car la lutte intéresse déjà la relève de demain.

La mise en œuvre des actions d'éducation et de mobilisation en vue de l'application effective des codes de conduite par les agents des secteurs prioritaires a été réalisée au niveau des six Branches Territoriales. La majeure partie des secteurs prioritaires détient désormais un code de conduite.

Les interventions du Bureau se focalisent, pour ceux qui en sont dotés, sur l'appui à l'animation de ces codes de conduite, notamment par la création de cellules d'animation éthiques chargées d'informer, de communiquer, d'éduquer sur les valeurs et règles de conduite contenus dans le code, et de conseiller les employés faisant face à des dilemmes éthiques.

Dans le domaine de la prévention, des efforts ont été réalisés en vue d'une mise en place massive des dispositifs anti-corruption dans tous les services publics des secteurs prioritaires. Ces dispositifs prennent généralement la forme de standards de service et de normes d'accueil des usagers. Visant essentiellement à fluidifier les services rendus aux usagers, ces dispositifs ont été mis en place en priorité dans les bureaux des collectivités territoriales décentralisées sur tout le territoire.

Les mesures de prévention sont également caractérisées par la revue des systèmes et l'analyse des procédures dans les secteurs prioritaires. Les recommandations visant à redresser les systèmes sont ensuite compilées dans un plan d'action dont la mise en œuvre par les responsables de chaque secteur est suivie scrupuleusement par le Bureau. Ainsi, 8 systèmes ont fait l'objet de revues et d'analyses au cours de l'année.

La prévention de la corruption et de la fraude est également primordiale dans le cadre des concours administratifs. Les interventions du Bureau prennent la forme, soit d'appuis ponctuels – notamment lorsque le secteur est rompu aux bonnes pratiques dans l'organisation de concours, soit en assistance complète, de la phase de préparation du concours à la proclamation officielle des résultats. Ainsi, 5 concours et examens ont été entièrement assistés par le Bureau, et des appuis ponctuels délivrés à 7 entités au cours de l'année.

Enfin, des supports ont été conçus afin d'accompagner les actions de renforcement des capacités techniques des agents de la police routière et de renforcer l'information des usagers de la route, et ce afin de limiter la corruption très répandue sur les routes nationales.

La mise en œuvre des activités relatives à l'application de la loi, notamment les investigations, a été relativement difficile au cours du premier trimestre. Le traitement de certaines doléances a dû être ajourné afin de préserver la sécurité des agents du Bureau. La normalisation des activités de ce volet n'a été possible qu'à l'issue du retour à la normale de la sécurité et de l'ordre public.



Pour la première fois depuis l'ouverture du Bureau, le nombre de doléances reçues a diminué d'une année à la

suivante. En effet, sur 10.200 doléances prévues, seulement 5.858 ont été reçues, niveau inférieur à celui de l'année 2005. Le Bureau en a reçu 9.718 en 2008. Compte tenu de la particularité du contexte actuel, le Bureau n'a pas estimé opportun de tirer des conclusions au sujet de cette diminution.

Il convient cependant de souligner que les doléances reçues par le Bureau ont été traitées, comme depuis le début de la lutte, selon les principes d'impartialité et de légalité. Aucune doléance n'a été abandonnée ni délaissée. **Pour rappel, le classement des doléances ne relevant pas de cas de corruption ni d'infractions assimilées, et le classement des investigations non fructueuses, ont toujours été décidés par le Comité Consultatif des Investigations au niveau de chaque Branche Territoriale.**

Quant au nombre de déclarations de patrimoine reçues, il a significativement diminué par rapport aux années précédentes. En effet, seulement 1.872 déclarations ont été reçues, alors que l'année précédente, le Bureau en a reçu 3.058. Comparé au nombre estimé de personnes assujetties, environs 6.500 personnes, il apparaît que la mesure est loin d'être suivie.

Il convient de rappeler qu'elle vise essentiellement la prévention de la corruption et le renforcement de l'éthique du service public et de la confiance des usagers envers les commis de l'Etat. Pour ces raisons, nonobstant les mesures de répression prévues par la loi, le Bureau s'est contenté, pour le moment, de renforcer l'information et la sensibilisation des personnes assujetties, par le biais de campagnes de sensibilisation de masse, et la mise à disposition des formulaires, auprès de tous les secteurs et organes d'appartenance des personnes concernées. Les formulaires sont, du reste, disponibles auprès de tous les bureaux des six branches territoriales du Bureau.

L'analyse des événements qui se sont déroulés dans l'année a également permis de tirer un certain nombre de conclusions et recommandations formulées ci-après.

Les événements liés à la crise politique et ceux qui s'en sont suivis ont été le théâtre de nombreuses interpellations publiques à l'endroit de l'efficacité, voire le bien-fondé de la lutte contre la corruption et la neutralité du Bureau et ses performances. Ces mêmes messages peuvent avoir également été à l'origine des pillages cités supra.

Pour la première fois depuis la création du Bureau, des médias ont rapporté des propos dans ce sens, exprimés, pour la plupart, par des hommes politiques, ou autres acteurs étant partie prenante immédiate à la crise. Pour ces raisons, le Bureau, outre les actions locales citées précédemment, a largement publié un communiqué de mise au point. Il a ainsi semblé indispensable d'éclaircir le public sur des zones d'ombre pouvant être à l'origine de l'incompréhension et des suspicions.

Au vu des événements récents, il n'est pas inutile de rappeler que le Bureau n'a jamais servi un quelconque intérêt politique, et considère toutes les doléances comme étant égales. Par ailleurs, étant donné les nombreuses rumeurs faisant état de l'existence de transferts illicites de fonds, il importe de signaler que, contrairement à ce que le public pourrait penser, l'enquête sur ce genre de dossier est difficile et demande du temps.

Jusqu'à ce qu'une décision de condamnation ne soit prise par une juridiction compétente, et à titre définitif, les investigations demeurent confidentielles à l'égard de tous, même des parties prenantes et des doléants.

A ce titre, il est à déplorer que certains organes de presse ont eu tendance à rendre véritables des informations qui, légalement, demeurent des suppositions. En effet, le traitement journalistique donné à des informations restées au stade de rumeurs a également beaucoup contribué à déformer la perception du public.

Le Bureau a également été interpellé par des organes de presse sur l'existence de cas de grande corruption notoire, aussi bien passés que présents au moment de la publication des articles, n'ayant pas fait l'objet de poursuite ni de condamnation connue par ces organes de presse. Certains organes de presse sont allés

jusqu'à affirmer que le Bureau a tendance à se réfugier derrière la confidentialité pour cacher sa prétendue inertie ou impuissance.

De telles assertions s'expliquent probablement par le fait qu'en matière d'investigation, le Bureau se limite volontairement à communiquer des statistiques consolidées. Il n'est pas inutile de rappeler que la réussite de la lutte ne repose pas uniquement sur ce volet, et bien que la soif de justice de la part du public soit légitime, elle ne doit pas justifier la médiatisation des investigations, qui, du reste, doivent légalement demeurer confidentielles. Toutefois, ce principe n'est pas en contradiction avec les interpellations que peuvent effectuer les organes de presse, et d'une façon générale, tous les acteurs étatiques.

Une Convention de partenariat signée en 2008 avec le Ministère de la Justice permet de suivre le sort des dossiers d'investigation du Bureau transmis aux juridictions. L'analyse des statistiques devrait permettre d'évaluer objectivement l'efficacité de la chaîne de répression, des investigations jusqu'au jugement. Rappelons que, dans un souci de célérité et d'exemplarité de la répression, les dossiers d'enquête du Bureau sont transmis à une chaîne pénale anti-corruption et infractions économiques lorsque les faits incriminés se sont produits dans les chefs-lieux des 6 anciennes provinces.

La Convention prévoit entre autres la communication des résultats d'enquêtes transmises aux juridictions depuis l'opérationnalisation du Bureau (2004). Les résultats demeurent incomplets et ne permettent pas de tirer des conclusions objectives et définitives. En effet, il s'agit, pour le Ministère de la Justice, de recueillir au niveau de nombreuses juridictions éparpillées dans toute l'île, le sort de tous les dossiers transmis par le Bureau depuis le 17 septembre 2004.

Toujours est-il que les recommandations émises par le Bureau depuis l'année 2008 s'avèrent d'actualité quant à la nécessité d'adopter une politique pénale adéquate, ainsi que de procéder à son suivi et son évaluation périodique. Ne serait-ce qu'au niveau des décisions de mise en mandat de dépôt et de mise en liberté provisoire, une telle politique est indispensable, sachant que depuis l'opérationnalisation du Bureau jusqu'à la fin de l'année 2009, seulement 28,5 % des personnes arrêtées ont été mises en mandat de dépôt. Dans aucune des 6 anciennes provinces, les statistiques consolidées ne contredisent ces données qui s'apparentent à l'application de la règle de la mise en liberté provisoire quasi-systématique.

La recrudescence des pratiques de corruption telle que le rapportent les médias, favorisée par une culture «entendue» d'impunité – propre aux régimes transitoires où la chaîne de répression est affaiblie – mettent également en évidence la fragilité des acquis en matière de changement de comportements et de pratiques. Le caractère encore réversible du phénomène est évident, comme il a été maintes fois communiqué, entre autres dans le rapport annuel de l'année 2008 du Bureau.

Il convient de signaler ici la tendance à porter le débat relatif à la lutte contre la corruption sur le terrain politique, d'autant plus dangereuse lorsque la nécessité du programme et la pertinence des dispositifs et moyens mis en œuvre, sont remis en cause par des prises de position partisanes.

Le traitement médiatique des nombreux événements touchant le Bureau et les commentaires relatifs au traitement des «grands dossiers» ont été tels que l'image globale du pays a été écornée. Ceci explique probablement la baisse de l'IPC signalée supra, alors que l'efficacité de la lutte, rappelons-le, ne repose pas uniquement sur le volet application de la loi, mais la synergie de cette dernière avec les actions d'éducation et de prévention.

A ce sujet, la nécessité d'opérer une enquête périodique d'envergure nationale est à remettre à l'ordre du jour des priorités. Cette enquête devrait porter sur la perception de la situation de la corruption, l'évolution de l'attitude et des comportements des citoyens à l'égard de la corruption, et la perception du programme de lutte et le soutien accordé à l'entité chargée de la coordonner. Bien que coûteuse, l'enquête seule, permet véritablement, et de façon objective, de juger de l'évolution de la situation et de l'efficacité du

système mis en place. Par ailleurs, cette enquête a l'avantage de fournir une monographie précise de chaque région et permettrait ainsi de prendre des mesures correctrices précises.

L'année 2009 a également vu la création de nouvelles structures «spéciales» venues supplanter les structures judiciaires habituelles dans la gestion d'affaires sensibles. Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une task-force dans le cadre de la lutte contre l'exploitation et l'exportation illicites de bois précieux. Sans pour autant généraliser le cas, la mise en place de telle structure n'a pas apporté l'efficacité souhaité dans la mesure où elle n'a pas permis d'enrayer l'hémorragie de nos ressources forestières, permise, il convient ici de le souligner, par les agissements d'un réseau de corruption de grande envergure.

Dans le cadre des investigations, il convient d'attirer l'attention des autorités sur les difficultés auxquelles le Bureau doit faire face lorsque les enquêtes portent sur des éléments des forces de l'ordre. Le Bureau a été souvent contraint d'accepter la prise de dispositions exceptionnelles afin de garantir la sécurité des agents et de mener les investigations jusqu'à leur terme.

Des éléments des forces de l'ordre étant souvent impliqués dans la corruption qui prévaut sur les axes routiers, le Bureau souhaite faire appel à la prise de responsabilité des autorités compétentes respectives de la Police et de la Gendarmerie nationale afin d'enrayer cette pratique qui n'a aucune justification et dont les conséquences sur la sécurité routière sont désastreuses.

Pour conclure, le Bureau souhaite faire appel à la volonté ferme des autorités dirigeantes afin que des mesures appropriées soient prises pour que le Bureau soit doté tous les ans des moyens suffisants lui permettant de mener à bien sa mission. Le Bureau souhaite également faire appel à la mobilisation officielle des personnes assujetties à l'obligation de déclaration de patrimoine afin qu'elles s'exécutent.

Par ailleurs, l'augmentation continue des pratiques de corruption dans les marchés publics au niveau aussi bien des Collectivités Territoriales Décentralisées que des Ministères centraux appelle au renforcement des de contrôle a priori et a posteriori, et à l'effectivité des mesures de transparence préconisées telles que la publication nationale systématique des adjudicataires et des montants des marchés publics passés par ces entités.

Enfin, un signal fort de la part des autorités semble opportun afin de mettre un terme à la perception de l'opinion publique sur l'existence supposée d'une «culture» d'impunité, pas uniquement à propos de cas de corruption, mais également sur des délits de droit commun.

Les événements ont montré que la lutte contre la corruption n'est pas seulement un investissement consenti par une Nation dans le but d'appuyer ses efforts de développement, mais un élément clé dont la réussite est une condition importante de la stabilité sociale et politique de tout régime en place.

La lutte ne revêt donc pas un caractère optionnel mais impératif.

1

CADRE GENERAL D'INTERVENTION

Le mode de fonctionnement et le cadre général d'intervention du Bureau sont régis principalement par la loi n° 2004-030 du 09 Septembre 2004 sur la lutte contre la corruption et le décret n° 2008-176 du 15 Février 2008, adopté en Conseil du Gouvernement, et portant réorganisation du Bureau Indépendant Anti-Corruption.

L'adoption du nouveau décret n° 2008-176 du 15 Février 2008 vise essentiellement à :

- affirmer davantage l'indépendance opérationnelle du Bureau,
- assurer une meilleure visibilité de ses actions et,
- accroître l'adhésion de tous à la lutte contre ce fléau ;

Globalement, l'objectif est d'optimiser l'impact des interventions du Bureau dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de lutte Contre la Corruption.

La réadaptation de la structure du Bianco, répondant aux besoins d'efficacité et d'efficience des actions menées, a été matérialisée, d'une part, par la mise en place du nouvel organigramme donné en annexe 1 du présent rapport, et d'autre part, par l'intensification des actions de proximité réalisées auprès des six Branches Territoriales.

Le BIANCO intervient également dans le respect des Conventions Internationales ratifiées par Madagascar dans le cadre de la lutte contre la corruption, notamment, la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Corruption et la Convention de l'union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption.

2

RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE DU BUREAU

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption, opérationnel depuis le 15 octobre 2004, est chargé de conduire la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, axée sur les trois principaux volets suivants :

- l'éducation des citoyens sur les effets néfastes engendrés par la corruption et l'incitation de la communauté à lutter contre la corruption ;
- la prévention de la corruption par l'élimination des risques dans le fonctionnement des systèmes du secteur public et privé ;
- l'application de la législation anti-corruption.

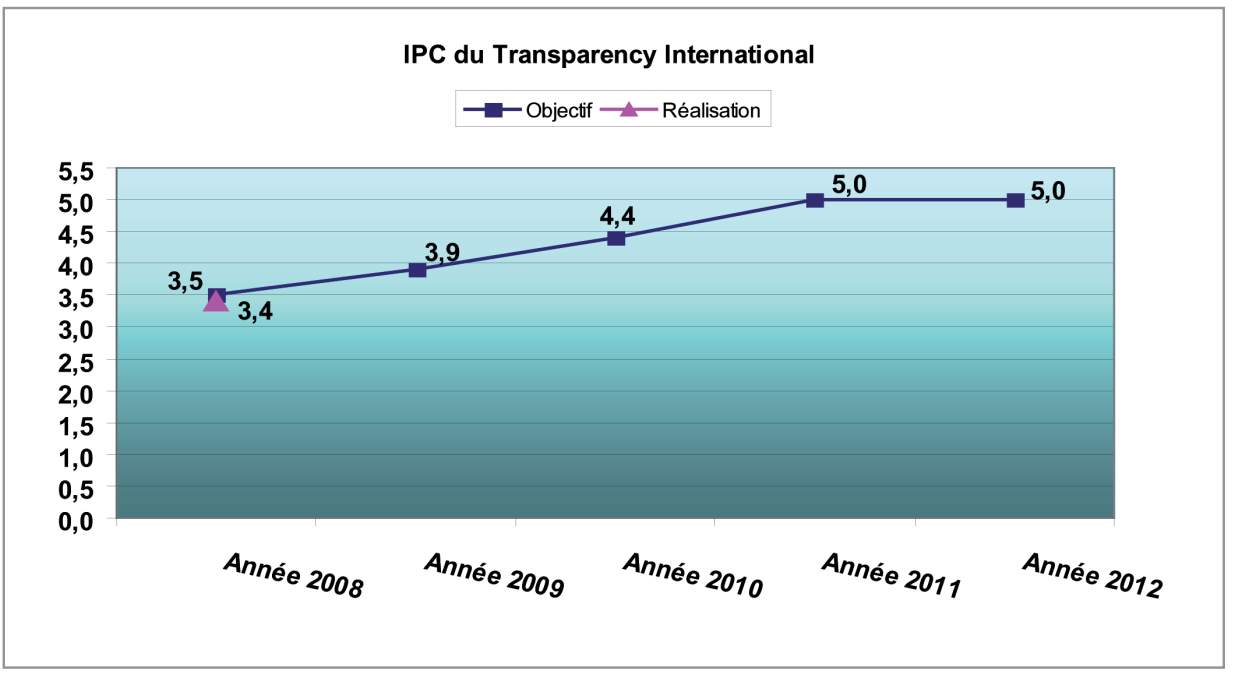
Les principaux résultats attendus sont :

- Instauration d'un environnement social amélioré ;
- Mise en place d'une administration probe et efficace ;
- Instauration d'un environnement des affaires assaini ;
- Promotion d'une bonne gestion des ressources nationales.

Selon le Madagascar Action Plan, l'objectif est d'atteindre le niveau **5.0** de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de l'ONG Transparency International en 2012, et de réduire à **1,5%** la proportion des dépenses moyennes des ménages utilisées pour obtenir des services publics par la corruption.

Le graphe suivant illustre la projection de l'évolution du score de l'IPC de Transparency International jusqu'en 2012.

Graphique 1 : Projection de l'évolution de l'IPC de Madagascar jusqu'en 2012



Les principaux objectifs visés par la mise en œuvre du programme de lutte contre la corruption consistent à :

- Réduire significativement la corruption par le changement de valeurs et de mentalité et par l'application du code de conduite ;
- Accroître la confiance du public et des entreprises dans un traitement juste et équitable par les tribunaux, par l'Administration publique (notamment douanes, impôts et foncier) et par les forces de sécurité.

3

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ORIENTATIONS MAJEURES DE L'ANNEE 2009

Les principales orientations des activités de l'exercice 2009 se résument comme suit :

- l'opérationnalisation effective des six Branches Territoriales ;
- l'intensification des actions de proximité en vue de soutenir les actions de développement régional ;
- la mobilisation et la responsabilisation des Autorités des Régions pour que les actions anti-corruption soient intégrées dans le Plan Régional de Développement et que les résultats de leur mise en œuvre soient palpables et visibles ;
- la consolidation des acquis et la concentration des efforts sur des secteurs et entités ciblés, entre autres, le pétrole, le Programme Initiative pour la Transparence dans les Industries d'Extraction (EITI), le foncier, les ressources naturelles et minières…;
- l'exploitation du nouveau système informatisé et l'amélioration significative du suivi de la réception et du traitement des doléances ;
- le renforcement de la chaîne anti-corruption par la mise en application de la convention de partenariat signée entre le Ministère de la Justice et le Bianco ;
- la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau des Régions ;
- la mobilisation des responsables pour l'intégration de la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans les programmes scolaires ;
- la promotion de la culture d'intégrité et de transparence et l'appropriation des codes de conduite ;
- l'application effective des dispositifs anti-corruption par les services publics au niveau Régional et des mesures correctives des défaillances constatées lors des revues de système et d'analyse des procédures ;
- le renforcement et la coordination nationale des actions de communication.

Les principaux résultats opérationnels escomptés pour l'année 2009 se résument ainsi :

Dans le cadre de l'**application de la législation anti-corruption :**

- **10 200** doléances sont reçues, dont **1 220** font l'objet d'investigation ;
- **1 360** dossiers investigables sont traités par le Bianco, dont **504** sont transmis aux juridictions (soit 40% des dossiers traités) ;
- Système informatisé de suivi du traitement de doléances opérationnel au niveau des six branches territoriales du Bureau ;
- Résultats des dossiers transmis aux juridictions communiqués à la presse ;
- Liste mère des assujettis pour l'année 2009 mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- **80%** (environ **6000 DP**) des personnes assujetties à la Déclaration de Patrimoine se sont acquittées de leur obligation légale ;
- Les personnes ne s'étant pas acquitté de leur obligation légale de déclaration de patrimoine sont relancées par voie extra judiciaire.

Dans le cadre des **volets Education et Prévention :**

- **Grand public mobilisé** à refuser la pratique de corruption : au moins 20% des victimes et des témoins de corruption déposent une doléance auprès du Bianco ;
- **Image et visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web mis à jour – magazine BIANCO INFO – documentaire TV – bulletin d'information et de mobilisation de la communauté de base ;
- **Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC)** effective dans les **22 régions** de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- **Relais pour l'éducation du public** : partenariat avec les organisations confessionnelles renforcé ;
- **« Watchdog » et Interpellation** : les Organisations de la Société Civile maîtrisent les techniques y afférentes et participent au contrôle de la gestion des ressources forestières, minières et pétrolières ;
- **Promotion de la lutte contre la corruption sur les axes routiers** : usagers de la route mobilisés à lutter contre la corruption ;
- Travaux d'élaboration de **code de conduite** initiés en 2007 et 2008 finalisés : Environnement et Forêts, Mines et Domaines ;
- Les codes élaborés sont vulgarisés et adoptés par les agents publics des secteurs ciblés : **Administration pénitentiaire – Greffiers – Impôts – Domaines – Environnement et Forêts – Douanes – Gendarmerie ;**
- Les **Jeunes** sont mobilisés et participent activement aux actions de lutte contre la corruption dans leur établissement scolaire ;

- Processus d'introduction des **notions d'intégrité morale et vie publique dans le programme scolaire** initié en 2009 : actions de plaidoyer réalisées auprès des hauts responsables du Ministère de l'Education Nationale (MEN) et comité technique mis en place et opérationnel ;
- **Deux grands travaux d'audit** réalisés : le secteur **« Environnement et Forêts »** et l'**Aéroport d'Ivato ;**
- Mise en œuvre des recommandations issues des travaux d'audit des **quatre (4) communes de Fort Dauphin** et la **Commune urbaine de Nosy Be** suivie par les Branches Territoriales de Toliara et d'Antsiranana ;
- **Vingt deux (22)** travaux d'analyse des systèmes et procédures sont réalisés: **Communes** (système de perception des recettes fiscales – recouvrement et gestion des redevances et ristournes sur les substances minières auprès des communes bénéficiaires – procédures de recouvrement des redevances carrières) – **Administration pénitentiaire** (système et procédures d'hospitalisation des détenus en milieu carcéral) – **Guichets Fonciers** (systèmes de perception et de gestion des frais relatifs à la mise en œuvre de la procédure d'obtention du certificat foncier) – **Pêche** (systèmes et procédures relatifs aux activités de pêche crevettière) – **Foncier** (procédures relatives à l'acquisition et à la mutation des terrains) – **Mines** (procédures relatives à l'exploitation et à la collecte d'or) – **Trésor public** (procédures de réaffectation des quote-part des différents bénéficiaires des ristournes et redevances sur les substances minières au niveau du Trésor public) ;
- Pratiques et risques de corruption au sein des services publics (front office) des **chefs lieux de 22 régions** réduits à travers la mise en application des standards minima de services ;
- Standard de service des grands hôpitaux vulgarisé ;
- Standards de service effectifs dans les **256 guichets fonciers** mis en place dans le cadre de la promotion de la décentralisation de la gestion foncière appuyée par le MCA Madagascar ;
- **300 communes** mobilisées à lutter contre la corruption dans le cadre de la mise en œuvre des Projets de développement financés par le **Fonds de Développement Local ;**
- Capacités des communes renforcées en matière de prévention de la corruption dans le cadre de la **gestion des fonds et l'application des procédures de marchés publics ;**
- **Secteur pétrolier** : systèmes et procédures de suivi des contrats pétroliers et de suivi des EIE redressés – actions de plaidoyer au niveau des régions d'extraction réalisées – actions de mobilisation de toutes les parties prenantes du secteur pétrolier réalisées ;
- **Secteur privé** : stratégie de lutte contre la corruption élaborée et adoptée par les groupements d'Entreprises ;

Dans le cadre **du renforcement de l'image et de la visibilité des actions du Bureau :**

- Communication des rapports périodiques sur les réalisations du BIANCO à tous les partenaires techniques et financiers ;
- Confection des bulletins de liaison et parution d'articles sur la lutte contre la corruption dans les quotidiens nationaux.

4

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2009

Les activités du Bureau ont été fortement perturbées par les effets de la crise qui a fortement marqué l'exercice 2009. Les efforts entrepris et les résultats obtenus avaient, et continuent de courir le risque d'être vains. Nous donnons ci-dessous un aperçu des événements majeurs qui ont marqué l'exercice 2009 :

Sur le fonctionnement du BIANCO et les activités des Branches Territoriales

La nomination du Général de Brigade Faly Herisoa RABETRANO en tant que Directeur Général du BIANCO en remplacement du Général de Corps d'Armée René RAMAROZATOVO a été prise par le Décret N°2009-412 du 17 Avril 2009. Le Directeur Général entrant a pris officiellement ses fonctions le 29 Avril 2009. Il a effectué sa prestation de serment devant la Cour Suprême d'Antananarivo à Anosy le 04 Juin 2009.



Le nouveau Directeur Général du BIANCO lors de la cérémonie de prestation de serment

Les six (6) Branches Territoriales du Bureau, installées dans les chefs lieux des ex- Faritany, ont été opérationnelles en 2009 malgré la destruction et le pillage des bureaux de Toamasina et de Toliara lors des émeutes de Janvier 2009. Un bâtiment administratif a été mis à la disposition de la Branche de Toamasina pour lui permettre de reprendre rapidement ses activités. De même, la Branche Territoriale de Toliara a été hébergée temporairement dans le Camp militaire RM5 jusqu'à l'achèvement des travaux de réhabilitation de son bureau, effective au cours du dernier trimestre 2009.

Le Bureau a procédé au renforcement des infrastructures mises à la disposition des Branches. Ainsi, un nouveau bâtiment servant de bureau annexe a ét é réhabilité et opérationnel depuis le mois de Décembre 2009 pour la Branche Territoriale de Fianarantsoa.

La crise politique a eu des incidences sur les activités des Branches Territoriales au cours du premier semestre 2009. La mise en œuvre du Plan de Travail 2009 révisé n'a été effective qu'à partir du mois de Juillet.

Sur la relation avec les partenaires techniques et financiers

Le Bureau s'est efforcé de préserver ses relations avec les partenaires techniques et financiers habituels, bien que ces derniers aient suspendu leur financement, conformément aux dispositions prises par le Groupe de Contact International pour Madagascar.

Les relations de travail avec les partenaires techniques ont été renforcées, entre autres, avec le Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA) / Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI) (financés par la Banque Mondiale), le Programme SAHA – Intercoopération Suisse, le Projet Pôles intégrés de Croissance (PIC) (financé par la Banque Mondiale). Des résultats concrets ont été obtenus, nous les détaillons dans la partie 5 *(réalisations techniques par volet).*

La collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antsirabe, les groupements des opérateurs économiques et les Autorités de la Région de Vakinankaratra a permis au secteur privé de la Région de procéder à la Déclaration solennelle de ses principes d'affaires et de disposer d'un code de conduite des affaires.



Cérémonie de déclaration des principes d'affaires par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antsirabe le 09 décembre 2009, en présence du Chef de région du Vakinankaratra

Une convention de partenariat avec le Service des Renseignements Financiers (SAMIFIN) a été conclue et signée le 07 Décembre 2009.



Cérémonie de signature par les Directeurs Généraux respectifs du BIANCO et du SAMIFIN

Par contre, l'Accord de financement avec le Royaume de Norvège portant la référence MAG-04/011 du 11 Novembre 2005 intitulé « Projet d'Assistance aux activités opérationnelles du Bureau Indépendant Anti-Corruption » est arrivé à échéance le 30 Septembre 2009. Le processus d'adoption et de ratification de la 3ème Convention de financement, prévu pour être en vigueur au cours de l'année 2009, est suspendu pour les raisons citées supra.

5

REALISATIONS TECHNIQUES RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

5.1 – Volet Education

Le volet Education est chargé d'éduquer le public sur les méfaits de la corruption afin d'obtenir son soutien de la lutte.

Pour l'année 2009, les activités d'Education ont été focalisées sur huit thèmes majeurs, à savoir l'approche régionale, l'intercommunalité, le système éducatif, les relais, l'élaboration et l'animation des codes de conduite, le secteur privé, le « Watchdog » et l'Interpellation et la lutte contre la corruption sur les importants axes routiers.

5.1.1. – Approche Régionale et mobilisation du public et des responsables locaux à la lutte contre la corruption

L'approche régionale de la lutte contre la corruption consiste à mobiliser et à responsabiliser les Autorités des Régions afin que la lutte contre la corruption soit prise en considération dans leur Plan Régional de Développement respectif.

Par l'application de cette approche régionale, le Bureau escompte les changements d'attitudes et de comportements suivants :

- Implication, responsabilisation et engagement des autorités régionales et locales en faveur de la lutte contre la corruption ;
- Recherche de solutions de proximité à la corruption ;
- Appropriation et mobilisation de la population et des acteurs au niveau des Régions et des localités en matière de lutte contre la corruption.

La mise en place de la politique régionale de lutte contre la corruption a été effective au niveau de dix huit (18) régions. Le plaidoyer a dû être intensifié auprès des Responsables des Régions pour que ces derniers puissent redémarrer les activités de mise en œuvre des volets Lutte Contre la Corruption insérés dans leur Plan Régional de Développement (PRD).

Ces activités ont été axées principalement sur la mobilisation des responsables des Collectivités Territoriales Déconcentrées implantés dans les chefs lieux des Régions et des Districts et des Communes Urbaines.

Les activités réalisées auprès de ces dix huit (18) Régions ont permis de mobiliser mille trois cent vingt cinq (1.325) responsables des Régions, des Districts et des Communes.

La totalité des vingt deux (22) Régions n'a pas été atteinte essentiellement en raison du remplacement de la majorité des Chefs de Région et de leur staff.

5.1.2. – Renforcement de l'appropriation de la lutte contre la corruption au niveau des programmes et des projets de développement et d'Intercommunalité

La coopération avec ces diverses entités permet d'étendre les interventions de lutte dans les zones reculées, notamment par l'intermédiaire des réseaux collaborant avec ces programmes.

Dix (10) partenariats sur les douze (12) escomptés ont été concrétisés au cours de l'année 2009. Les résultats escomptés n'ont pas été atteint en raison de la fermeture de quelques projets pendant l'année et la mise en veilleuse des activités de certains d'entre eux.

Des activités d'éducation ont été menées dans les communes afin d'impliquer davantage les responsables des communes et des organismes d'appui aux communes dans la lutte contre la corruption. A titre d'illustration, le partenariat a été effectif avec le Programme d'Appui aux Communes et Organisations Rurales pour le Développement du Sud (ACORD / UADEL); les Associations des Maires et l'Intercommunalité, le programme SAHA Intercoopération Suisse, et le Programme Millenium Challenge Account (MCA – Madagascar).

5.1.3.– Introduction de la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans le système éducatif

La formation des valeurs chez l'individu commence dès le plus jeune âge, notamment à l'école. Dans cette optique, le Bureau a mis au point plusieurs approches et stratégies d'interventions pour impliquer le monde éducatif dans la Lutte Contre la Corruption. L'objectif principal de l'initiative est de mobiliser les élèves et les étudiants à adopter des attitudes intolérantes à la corruption.

Même si le processus d'insertion de la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans le programme scolaire malagasy est mis en veilleuse à cause du contexte politique, le BIANCO continue toujours à intervenir dans le secteur par le biais des séances d'information, de sensibilisation, de formation et de mobilisation dans les établissements scolaires et universitaires.

Ainsi, au cours de l'année 2009, 17.605 enseignants, étudiants et élèves ont été mobilisés par le Bureau dans les universités et les établissements scolaires publics et privés implantés dans 23 grandes villes. Ces activités ont été réalisées avec la collaboration conjointe des responsables des universités, des Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN), des Circonscriptions Scolaires (CISCO) et des Zones d'Animation Pédagogiques (ZAP).

5.1.3.1. – Mise en place et animation des clubs anti-corruption

Les Branches Territoriales du BIANCO ont mis en place ces structures permettant la pérennisation des activités de lutte contre la corruption auprès des établissements scolaires. Un statut et un règlement intérieur types des clubs anti-corruption ainsi que des supports techniques de mobilisation ont été élaborés et mis en œuvre.

Les membres des Clubs Anti-Corruption des établissements scolaires, qu'ils soient publics ou privés, sont formés par le BIANCO pour organiser et animer des activités d'information-éducation-communication en faveur de la lutte contre la corruption dans leurs circonscriptions respectives.

Les prévisions pour l'année 2009 ont été largement dépassées. Ainsi, vingt quatre (24) clubs anti-corruption ont été constitués et rendus opérationnels sur dix huit (18) prévus. La mise en place des Clubs Anti-Corruption a permis de mobiliser 230 éducateurs et élèves, qui a leur tour, relayent le message anti-corruption au sein de l'établissement.

Les résultats obtenus sont encourageants. Enseignants et élèves, malgré les faibles moyens dont ils disposent, ont pris des initiatives intéressantes ayant réussi à mobiliser de nombreux acteurs dans leur établissement scolaire respectif.

5.1.3.2. – Insertion du module « intégrité morale, vie publique et lutte contre la corruption » dans le programme des établissements de formation d'agents publics

La formation des agents publics, par la défense de valeurs prônant l'intégrité, l'honnêteté, la transparence et la redevabilité, commence dès leur passage aux centres spécialisés de formation des fonctionnaires. L'appropriation de ces valeurs devrait en effet compléter l'acquisition du savoir faire professionnel. C'est la raison pour laquelle les relations de partenariat ont été développées avec ces centres de formation en vue de dispenser des programmes de formation spécifiques se rapportant aux valeurs relatives à l'intégrité morale et professionnelle.

Les actions de formation sont conçues de telle sorte que les agents publics formés dans ces établissements spécialisés se sentent investis de la mission de promouvoir l'intégrité dans leur lieu de travail respectif, en tant qu'agents de changement.

Durant l'année, des séances de sensibilisation et de formation ont été réalisées dans les instituts spécialisés de formation suivants :

- Ecole Nationale des Magistrats et des Greffiers (ENMG) pour 1 000 élèves Greffiers, 30 élèves magistrats filière judiciaire, 10 élèves magistrats filière financière et 10 élèves Magistrats filière administrative ;
- Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) pour 157 stagiaires et Centre National de Formation Administrative (CNFA) pour 370 étudiants ;
- Ecoles de la Gendarmerie Nationale à Moramanga et à Ambositra pour 1 511 gendarmes et élèves gendarmes ;
- Ecole de l'Administration Pénitentiaire pour 30 élèves Inspecteurs et 201 élèves Agents Pénitentiaires ;
- Ecole des Inspecteurs des Douanes à Antananarivo pour 26 élèves inspecteurs des Douanes ;
- Sekoly Miaramila Mpirenena (SEMIPI) à Fianarantsoa pour 138 enfants de troupe ;
- Centres de Formation Pédagogique Régionale pour 1 350 élèves professeurs ;
- Centre de Formation des Techniciens en Environnement pour 210 étudiants ;
- Centres Régionaux des Instituts de Formation des Paramédicaux pour 538 élèves infirmiers, sage- femmes, anesthésistes et aides soignantes ;

- Centres Régionaux des Instituts de Formation des Techniciens d'Agriculture et d'Elevage pour 250 techniciens ;
- Instituts de formation de pasteurs de la FJKM (Eglise Protestante Réformée à Madagascar) et de la FLM (Eglise Luthérienne à Madagascar) pour 347 élèves pasteurs.

5.1.4. – Mobilisation et renforcement des capacités des Organismes non étatiques pour devenir des relais de communication et d'éducation

Le recours à des organes et des structures relais est indispensable en vue d'assurer l'information et l'éducation du public sur l'ensemble du territoire national. Les structures relais, alliées du Bureau dans la lutte contre la corruption, sont les Confessions Religieuses, les Organisations de la Société Civile (OSC), les Médias, les projets et programmes de développement intégrés, les leaders d'opinion et les notables traditionnels.

Douze mille trois cent (12 300) personnes ont été sensibilisées au cours de l'année par les structures relais.

5.1.4.1. – Partenariat avec les Confessions Religieuses

Les confessions religieuses relayent les activités d'éducation auprès de leurs fidèles et du public en général. Les activités réalisées en collaboration avec les confessions religieuses tirent leur efficacité de la sensibilité de ces dernières à la moralisation de la vie publique et aux questions éthiques. Nous rapportons ci-dessous les principales activités réalisées par confession religieuse :

Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagascar (FJKM)

- Elaboration de document utilisant des repères bibliques pour diffuser des messages anti-corruption,
- Tenue des séances d'appropriation sur « l'Ethique et la Déontologie FJKM » à l'endroit des Pasteurs et des catéchistes en activité, des élèves pasteur et de 6.950 fidèles;

Eglise catholique (EKAR)

- Mobilisation à la lutte contre la corruption des étudiants catholiques à travers les Aumôneries Universitaires Catholique de Madagascar,
- Sensibilisation de 2.500 jeunes catholiques provenant des diverses contrées de l'île lors de la célébration de la Journée Mondiale de la Jeunesse (JMJ) à Toliara ;

Eglise Luthérienne

- Edition périodique d'articles anti-corruption dans les revues mensuelles « Ny sakaizan'ny Tanora » (3.000 exemplaires par parution) et « Ny Mpamangy » (2.000 exemplaires) ;

Eglise Anglicane

- Mobilisation de cinq mille cinq cents fidèles (5.500)

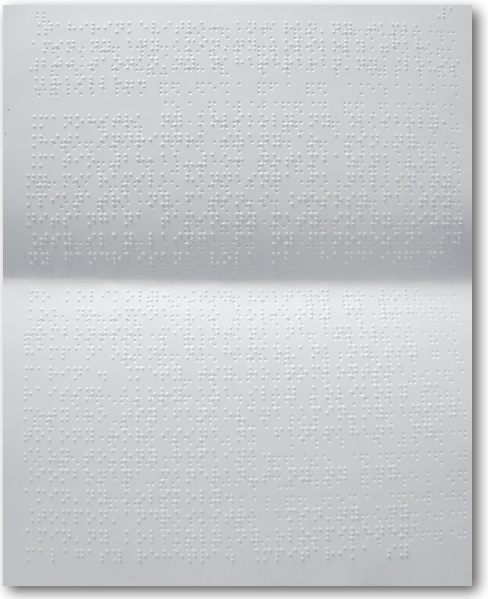
Association Apokalipsy

- Mobilisation de trois cents (300) fidèles

En outre, le Bureau a procédé à :

– La remise du manuel servant de « Guide d'appropriation » de l'Ethique et Déontologie développant les notions de « participation citoyenne » et « redevabilité sociale » pour les responsables des confessions religieuses ;

– La formation et la mobilisation des moniteurs et de 420 non voyants à travers la brochure intitulée « Anjaran'ny jamba amin'ny ady atao amin'ny kolikoly (ou la contribution des non voyants à la lutte contre la corruption).



La brochure en alphabet Braille pour que les non voyants puissent contribuer à la lutte contre la corruption

5.1.4.2. – Partenariat avec les Organisations de la Société Civile (OSC)

Les OSC regroupent les associations et Organisations Non Gouvernementales partenaires. Elles n'ont pas nécessairement par vocation de lutter contre la corruption. Cependant, pour la plupart, elles interviennent dans l'éducation de la population. Outre leur formation en techniques de lutte contre la corruption, et leur sensibilisation aux rôles de la Société Civile dans la lutte, elles ont bénéficié d'un renforcement de capacités dans le domaine des techniques d'éducation de masse.

Les renforcements de capacités ont été dispensées à quatre cent quatorze (414) Représentants des Plateformes de la Société Civile des Régions suivantes : Vatovavy-Fitovinany, Amoron'i Mania, d'Analanjirofo, Boina, Ihorombe, Androy, Anosy, DIANA, SAVA, Itasy, Bongolava, Menabe, qui, à leur tour, ont mobilisé huit mille deux cent quatre vingt quatre (8 284) membres de ces associations et ONG.

5.1.4.3. – Partenariat avec les Médias

Les médias sont largement impliqués dans la Lutte Contre la Corruption, non seulement en tant que relais d'éducation, d'information et de mobilisation du public mais aussi en tant que Watchdog (observateurs de la vie publique) et organismes d'interpellation.

Les programmes de diffusion des spots anti-corruption sur les chaînes de télévision et les stations radio, aussi bien publiques que privées, dans les ex-chefs lieux de Province accompagnent le partenariat avec les médias sur le terrain. Des cas concrets d'appropriation de la Lutte Contre la Corruption observés par les journalistes ont été utilisés sous formes d'éléments à des journaux parlés, de reportages, de documentaires, d'émissions spéciales, de théâtres radiophoniques et de débats organisés par les journalistes eux-mêmes.

Les six Branches Territoriales du BIANCO ont dispensé des formations à trois cent vingt cinq (325) journalistes issus de (31) villes. A l'issue de ces séances de formation, des accords de partenariat ont été conclus en vue de pérenniser les activités.

5.1.4.4. – Partenariat avec les projets et les programmes de développement intégrés

Les projets et les programmes de développement intégrés peuvent servir de relais dans la lutte contre la corruption compte tenu de leur réseau social. Plusieurs réalisations concrètes attestent l'importance de ces projets et programmes dans la diffusion de la culture anti-corruption, entre autres, les résultats des activités du Programme SAHA de l'Intercoopération Suisse ; du Catholic Relief Service (CRS) et du Centre National Anti-acridien (CNA).

Il en est de même pour les entreprises minières sises à Moramanga et Toamasina (Sherritt), à Maevatanana (filière or) et à Taolagnaro (QMM). Le Bureau a sensibilisé et mobilisé les Organisations de la Société Civile (OSC) impliquées dans l'examen de la redevabilité sociale des entités bénéficiaires des ristournes provenant des ressources minières.

5.1.4.5. – Partenariat avec les leaders d'opinion et les notables traditionnels

La société traditionnelle détient dans plusieurs Régions de Madagascar des pouvoirs importants de mobilisation de la population et de régulation de la société. Ainsi, les six (6) Branches Territoriales du BIANCO ont procédé à la mobilisation des notables traditionnels afin de renforcer la crédibilité des actions de lutte anti-corruption surtout à Toliara et Toamasina où une partie du public avait une perception erronée de la lutte et du Bureau, à en juger les pillages commis sur les locaux appartenant au Bureau.

Au total, deux cent quinze (215) leaders et notables traditionnels ont été mobilisés.

5.1.4.6. – Promotion de la lutte contre la corruption au niveau des jeunes au sein du mouvement Scout

Les scouts exercent une influence positive sur les jeunes à Madagascar. Ils peuvent ainsi assumer le rôle de relais d'éducation et de mobilisation en dehors du système scolaire. Issus des différentes confessions religieuses (Catholique, Protestante, Anglicane, Luthérienne, Pentecôtiste…) les scouts ont prêté main forte aux actions de lutte au niveau communal et régional.

Plus de trois mille (3 000) scouts ont prêté mains fortes à la lutte contre la corruption en sensibilisant près de quinze mille (15 000) de leurs concitoyens lors de vingt quatre (24) manifestations organisées conjointement avec les Branches Territoriales respectives du Bureau.

5.1.5. – Appui aux secteurs prioritaires à l'adoption de code de conduite par leurs agents

Le code de conduite est un document de référence éthique incitant les agents de l'Etat à adopter des comportements intègres et probes dans l'exercice de leur profession.

Les valeurs contenues dans les codes de conduite servent de thèmes centraux dans l'information, l'éducation, la sensibilisation et la mobilisation de ces agents de l'Etat. Les codes de conduite permettent également de responsabiliser les entités administratives à s'impliquer davantage dans la lutte contre la corruption.

Le processus d'élaboration de code de conduite et la tenue de séances d'animation éthique ont été réalisés dans 8 secteurs.

5.1.5.1. – Appui à l'élaboration des codes de conduite des secteurs prioritaires

La Branche Territoriale d'Antananarivo est chargée d'apporter les appuis nécessaires aux secteurs prioritaires dans l'élaboration et la mise en place de leurs codes de conduite. Par contre, le relais pour la vulgarisation de ces codes auprès des entités se trouvant dans les régions environnantes est du ressort des autres Branches Territoriales.

Au cours de l'année 2009, ces activités ont été réalisées au sein des secteurs suivants :

- Gendarmerie Nationale ;
- Administration Judiciaire ;
- Ministère l'Energie ;
- Domaines et services fonciers ;

Les brochures comportant les codes de conduite de ces entités ont été éditées par le Bureau en douze mille (12.000) exemplaires pour la Gendarmerie Nationale, mille (1.000) exemplaires pour la Direction des Domaines et des Services Fonciers, deux mille deux cent cinquante (2.250) exemplaires pour l'Administration Judiciaire et cinq cent cinquante (550) exemplaires pour le Ministère de l'Energie.

Une brochure développant l'Ethique et la Déontologie FJKM a été éditée en six mille deux cent cinquante (6.250) exemplaires et a fait l'objet de séances de présentation et de vulgarisation à l'endroit des pasteurs et fidèles de cette dénomination dans plusieurs localités de Madagascar.

Un code de conduite des affaires a été établi en collaboration avec les opérateurs économiques dans la Région de Vakinankaratra.

5.1.5.2. – Appui à l'appropriation des codes de conduite des secteurs prioritaires

Le processus d'appropriation d'un code de conduite par le personnel d'une entité se termine par la mise en place d'une cellule d'animation. L'appropriation des valeurs véhiculées dans les codes de conduite et la mise en place de cellule d'animation sont organisées de façon à mobiliser le personnel de l'Administration à adopter une attitude digne d'un agent public.

Les entités publiques concernées par cette activité pendant l'exercice 2009 sont l'Administration Judiciaire, la Gendarmerie Nationale, l'Administration Pénitentiaire, la Police Nationale, l'Administration Douanière, l'Administration Fiscale, les Domaines et Services Fonciers, les centres hospitaliers.



Le Directeur Général du BIANCO lors de l'octroi de 12.000 exemplaires du Code de Conduite de la Gendarmerie Nationale au Secrétaire d'Etat Chargé de la Gendarmerie Nationale, le 29 mai 2009, au « Toby Ratsimandrava »

5.1.6. – Promotion de la culture anti-corruption dans le secteur privé

La mobilisation du secteur privé à la lutte contre la corruption vise l'assainissement de l'environnement des affaires à Madagascar. Ainsi, les Branches Territoriales ont mis en œuvre diverses initiatives visant à promouvoir la culture d'intégrité et de transparence auprès des acteurs économiques, soit individuellement, soit collectivement au sein des groupements professionnels.

Des séances de renforcement des capacités, d'appropriation et de mobilisation à la lutte contre la corruption ont été spécialement tenues pour les responsables du secteur privé dans le cadre de la mise en place de Conseil Régional de Conduite.

La collaboration avec les autorités locales, les responsables des Chambres de Commerce et de l'Industrie et les représentants des groupements inter professionnels a donné des résultats palpables. A ce titre, il convient de mettre en exergue l'adoption au niveau de la Région de Vakinankaratra d'un code de conduite des affaires pour les opérateurs privés édité en quatre cents (400) exemplaires. Une déclaration des principes d'affaires a été publiquement adoptée par Messieurs le Chef de Région Vakinankaratra et le Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antsirabe lors de la cérémonie de célébration de la Journée Internationale de Lutte contre la Corruption, le 09 décembre 2009.

5.1.7. – « Watchdog » et Interpellation

Les interventions relatives au Watchdog et à l'Interpellation ont été axées principalement sur les activités de renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de technique d'animation, d'interpellation et de redynamisation des plateformes existantes dans quatorze (14) Régions ciblées (Bongolava, Itasy, Menabe, Betsiboka, Boeny, Sofia, Alaotra-Mangoro, Atsinanana, Analanjirofo, DIANA, Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Atsimo-Andrefana).

Les missions effectuées dans les principales grandes villes de l'île par les Branches Territoriales ont permis de renforcer les capacités de quatre vingt cinq (85) formateurs des Organisations de la Société Civile.

5.1.8. – Promotion de la lutte contre la corruption sur les axes routiers

La pratique de la corruption sur les axes routiers s'opère au grand jour, sous les yeux des usagers. La promotion de la lutte contre la corruption dans ce domaine a permis de mobiliser mille huit cent quatorze (1.814) personnes, à travers les activités menées par le Comité de Pilotage constitué notamment par les autorités régionales et locales, les agents de la circulation (Polices nationale et municipale, Gendarmerie Nationale), les représentants des coopératives, des transporteurs, des auto-écoles, des centres immatriculation et des centres de sécurité routière, des assureurs, des médias, des Juridictions et des travaux publics.

5.2 – Volet Prévention

La Division Prévention est chargée de veiller à ce que les procédures et pratiques des systèmes des secteurs public et privé favorisent la probité. Par ailleurs, elle est chargée de conseiller et d'assister toute personne physique et morale, publique ou privée sur les mesures susceptibles d'éliminer les opportunités de corruption.

Pour l'année 2009, les actions du volet Prévention ont consisté principalement à la revue des systèmes et à l'analyse des procédures des entités sensibles, à l'assistance à l'organisation des concours administratifs, à l'appui des entités ciblées pour la mise en œuvre des dispositifs anti-corruption et au renforcement des capacités des agents publics et de l'information des usagers.

5.2.1. – Revue des systèmes et analyse des procédures dans les secteurs prioritaires

Les travaux de revue et d'analyse ont pour objectif de déterminer les défaillances des systèmes et les faiblesses des procédures soumises à l'étude en vue de cerner les risques de corruption. Des plans de mise en œuvre des recommandations ainsi formulées ont été établis avec les entités concernées afin que ces dernières puissent prendre les mesures de redressement nécessaires.

Les revues de systèmes et analyses de procédures effectuées au cours de l'année 2009 concernent principalement :

- la gestion du corridor forestier de Fandriana Vondrozo (COFFAV) ;
- le remboursement des frais médicaux du personnel de la Direction Régionale de la Santé de Fianarantsoa ;
- le recouvrement des redevances et ristournes sur les substances minières auprès des communes rurales de Mandromodromotra, Soanierana et Ampasy Nampohana dans la Région Anosy ;
- l'exploitation et la collecte de l'or dans la Région Betsiboka ;



Les officiels présents lors de l'adoption au niveau de la région du Vakinankaratra d'un code de conduite des affaires pour les opérateurs privés

- le fonctionnement des marchés contrôlés de bovidés de Manambolo, Ambatonampoaka, Ampanontokana et Mandoto respectivement dans les Régions de Bongolava, Itasy et Vakinankaratra ;
- la délivrance de certificat foncier et la perception des taxes et droits y afférents auprès des guichets fonciers de Tsaramandroso, Andranofasika, Belobaka, Betsako et Katsepy de la Région Boeny;
- la perception des recettes fiscales sur les Impôts Fonciers sur les Terrains (IFT) et les Impôts Fonciers sur les Propriétés Bâties (IFPB) auprès des Communes Urbaines d'Ambilobe et de Sambava et de la Commune Rurale d'Antanamitarana dans les Régions de SAVA et DIANA ;
- le fonctionnement du Guichet Unique des Domaines sis à Fianarantsoa.

5.2.2. – Assistance à l'organisation des concours administratifs

Le Bureau s'est efforcé d'accompagner les entités organisatrices de concours administratifs afin de promouvoir la transparence et d'assurer l'égalité de traitement des candidats. Des dispositifs de contrôle et des mesures de sécurisation ont été instaurés afin de cerner les risques de corruption qui pourraient remettre en cause la crédibilité des concours administratifs.

Les travaux d'assistance des entités à l'organisation d'un concours administratif consistent essentiellement en :

Pendant la phase pré épreuve :

- La vérification de la légalité du concours et la conformité aux textes règlementaires,
- Le test de la fiabilité des résultats des travaux préparatifs,
- La sécurisation des sujets, la formalisation des engagements des parties prenantes au concours et la réalisation des dispositifs de contrôle d'intégrité des responsables concernés ;

Pendant l'épreuve :

- La sécurisation de l'examen et des feuilles de copie,
- La conservation et la protection de l'anonymat des candidats ;

Pendant la phase post-épreuve :

- Le contrôle de la fiabilité du système de traitement informatisé des données,
- L'élimination des risques pouvant engendrer des traitements inégalitaires des candidats,
- La vérification de l'authenticité des notes transcrites dans le système informatique,
- L'assistance aux séances de délibération et la vérification de la liste contenant les coordonnées des candidats définitivement admis.

Le renforcement des capacités et le transfert des acquis ont été systématiquement effectués afin de responsabiliser davantage les entités. Néanmoins, le Bureau continue, dans la mesure du possible, à assister les entités organisatrices des concours administratifs ou à apporter les appuis ponctuels sollicités par celles-ci pour verrouiller les risques de corruption y afférents.

A l'issue de sa mission, le Bureau procède à l'édition d'un rapport comportant des recommandations visant à pallier les défaillances enregistrées et à cerner les zones de risques de corruption et d'infractions assimilées identifiées.

Au cours l'année 2009, le Bureau a assisté à l'organisation des principaux concours et examens administratifs suivants:

- recrutement des élèves Magistrats et élèves Greffiers organisés par l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG) ;
- recrutement des élèves administrateurs civils, agents diplomatiques et consulaires, élèves inspecteurs du travail et des lois sociales, administrateurs des services financiers, élèves inspecteurs des domaines et de la propriété foncière, élèves inspecteurs des impôts organisés par l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) ;
- recrutement des élèves adjoints d'administration, contrôleurs de commerce, contrôleurs des domaines, assistants d'administration et assistants rédacteurs des domaines organisés par le Centre Nationale de Formation Administrative (CNFA) ;
- intégration et reclassement du personnel de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNaPS) ;
- recrutement des élèves contrôleurs des impôts directs et contrôleurs des impôts enregistrement et timbres organisés par la Direction Générale des Impôts (DGI).

Par ailleurs, des appuis ponctuels ont été apportés aux entités ci-après :

- la Gendarmerie Nationale pour le recrutement d'élèves gendarmes ;
- L'institut de Formation Inter Régionale des Paramédicaux pour le recrutement d'élèves Paramédicaux ;

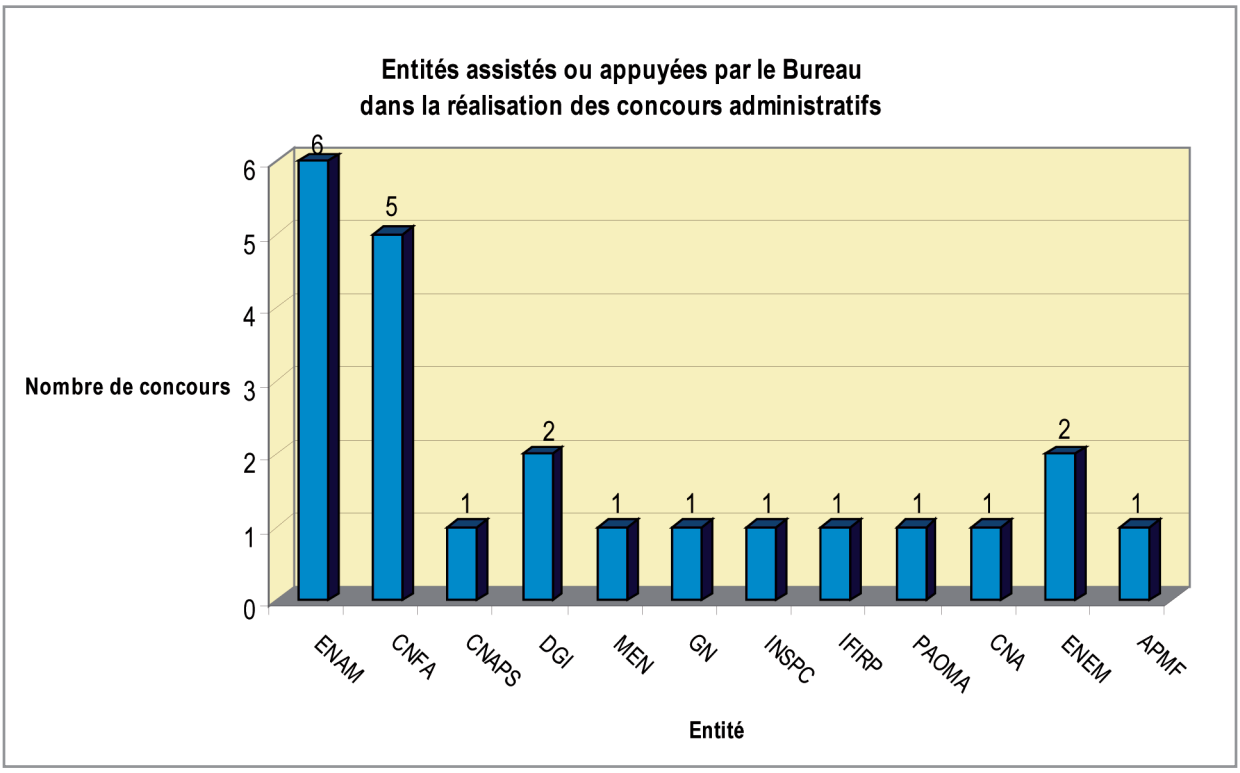


Les travaux d'assistance consistent entre autres à la sécurisation des sujets et des feuilles de copies

- la Paositra Malagasy pour le recrutement d'agents distributeurs, pour le concours professionnel et direct pour le recrutement d'élèves contrôleurs d'exploitation des Postes.
- le Centre National Anti-Acridien pour le recrutement des cadres ;
- l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime pour l'examen final et pour le concours d'entrée, année 2009-2010 ;
- l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale (APMF) pour le recrutement des Elèves Officiers de Quart Pont pour l'année scolaire 2009 ;
- la Direction Générale du Trésor, concours professionnel et direct pour le recrutement de quarante Contrôleurs du Trésor.

Les principaux concours administratifs ayant bénéficié de l'assistance ou de l'appui du Bureau sont présentés dans le graphique ci-dessous :

Graphique 2 : Situation des concours administratifs appuyés par le Bureau



5.2.3. – Appui des entités ciblées pour la mise en place des dispositifs anti-corruption, des standards de service et des normes d'accueil des usagers

Pour opérationnaliser les dispositifs anti-corruption au niveau des services publics, le Bureau a procédé à des séances d'appropriation et de mobilisation des responsables sur le processus de mise en place de ces dispositifs accompagnés des appuis techniques et des mécanismes de suivi de leurs applications.

5.2.3.1. – Standards minima de services

Le standard minimum de service et les normes d'accueils des usagers constituent des dispositifs anti-corruption dans la mesure où ils visent essentiellement, d'une part, au renforcement de l'information des usagers du service public et à l'amélioration et la régulation des rapports de ces derniers avec les agents de l'Administration, et, d'autre part, à l'élimination des pratiques de corruption et infractions assimilées dans les locaux administratifs, notamment par l'élimination des rabatteurs et intermédiaires.

La mise en application de ces mesures auprès des entités de l'Administration est régie par des notes circulaires émises par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et portant référence 009-PM/SGG du 24 Juin 2005 et 045 /PM/SP du 13 mai 2009.

Dans le cadre de la collaboration du Bureau avec le Projet « Pôles Intégrés de Croissance », une convention de partenariat a été conclue en vue de mettre en œuvre auprès des Communes Urbaines de Fort Dauphin et de Nosy-Be les mécanismes et les outils de standards de services. Les travaux y afférents consistent principalement en la tenue au préalable des séances d'appropriation et d'implication des responsables au projet, d'une part, et la conception, la confection et la mise en œuvre des supports techniques et de communication de standards des services, d'autre part.

Pour l'année 2009, les appuis des Branches Territoriales du Bureau pour la mise en place de standards minima de services ont été focalisés principalement sur les Communes et les Services Territoriaux Déconcentrés énumérés ci-après :

Pour la Branche Territoriale d'Antsiranana

- les Communes Urbaines d'Antsiranana II, Ambilobe, Ambanja, Nossi-Be ;
- les Services Techniques Déconcentrés sis à Antsiranana, Ambanja et Nosy-Be ;

Pour la Branche Territoriale de Mahajanga

- la Direction Inter Régionale de la Sécurité Intérieure de Mahajanga ;
- les Services Techniques Déconcentrés sis à Marovoay, Mampikony, Mandrintsara et Befandriana Nord ;
- les Commune de Marovoay, Mampikony, Mandrintsara et Befandriana Nord ;

Pour la Branche Territoriale de Toliara

- les Services Techniques Déconcentrés sis à Toliara, Bekily, Betroka et Toalognaro;
- la Région Atsimo Andrefana, les Communes de Toliara I, Taolagnaro, Ambovombe, Mandromodromitra, Soanierana, Ampasy Nampohana, Beroroha, Betioky, Ampanihy, Beloha, Tsihombe et Amboasary ;
- les 19 Communes dans le district de Bekily et 21 communes du district de Betroka ;

Pour la Branche Territoriale de Toamasina

- les Communes et les Services Techniques Déconcentrés sis à Moramanga, Ambatondrazaka, Anosibe An'Ala, Amparafaravola et Andilamena ;

– les Communes de Vavantenina, Fénérive Est, Soanierana Ivongo, Sainte Marie, Mananara Nord, Maroantsetra, Brickaville, Vatomandry, Antanambao Manampotsy, Mahanoro et marolambo ;

Pour la Branche Territoriale de Fianarantsoa

– les Services Techniques Déconcentrés sis à Fianarantsoa ;

– les Communes de Tolomiady, Soamatasy, Ilakaka et Ranotsara Nord ;

Pour la Branche Territoriale d'Antananarivo

– les Services Techniques Déconcentrés sis à Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Anjozorobe, Manjakandriana, Andramasina, Ankazobe, Tsiroanomandidy, Miarinarivo, Morondava, Miandrivazo ;

– les Communes de Antananarivo Renivohitra, Antsirabe, Ambatolampy, Tsiroanomandidy, Miarinarivo, Morondava, Miandrivazo, Talatamaty, Tanjombato, Ilafy, Anjozorobe, Manjakandriana, Ankazobe, Andramasina, Alakamisy Fenoarivo, Analavory, Soavinadriana, Ampefy et Ankadinondry Sakay.

Un guide édité sous forme de brochure et un Kit contenant des exemplaires de supports technique et de communication ont été utilisés et servent d'outils d'appropriation et de mobilisation des responsables pour l'application des standards minima de services.

Des missions de suivi et d'évaluation de l'effectivité de la mise en application de ces standards de services ont été effectuées dans la majeure partie de ces Services Territoriaux Déconcentrés et Communes cités supra. Dans l'ensemble, les résultats obtenus sont satisfaisants.

5.2.3.2. – Budget participatif

Le budget participatif implique directement les citoyens au processus de décision dans la gestion des affaires publiques au niveau des communes. Cette approche, bien que relevant de la bonne gouvernance locale, constitue un dispositif de prévention de la corruption dans la mesure où elle permet de limiter les risques de dérives pouvant être occasionnés par des défaillances de système au niveau des communes, surtout celles encaissant des ristournes et redevances minières.

Le Bureau, membre du Comité de Pilotage au niveau national, a participé au processus de validation du guide de vulgarisation de cette approche. L'appropriation des responsables des communes par leur mobilisation est la prochaine étape dans la mise en place au niveau national de cette approche.

5.2.3.3. – Prévention de la corruption dans la décentralisation de la gestion foncière

La mise en application de la nouvelle Politique Nationale Foncière n'est pas à l'abri des risques se rapportant aux pratiques de corruption dans le domaine de la gestion foncière à Madagascar. Ainsi, la collaboration du Bureau a été sollicitée afin de déceler et éliminer les risques de corruption et infractions assimilées au niveau du processus de délivrance des certificats fonciers par les guichets fonciers communaux. Une convention de partenariat avec le Programme Millenium Challenge Account (MCA) – Madagascar a été conclue dans ce sens, le 15 Octobre 2008.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la dite convention, des actions ont été réalisées auprès des guichets fonciers installés dans les Régions d'Amoron'i Mania, Boeny et DIANA. La poursuite des activités convenues avec le MCA – Madagascar n'a plus été possible du fait de la clôture dudit Programme en raison de la crise politique.

Cependant, ces activités ont été poursuivies avec le Programme SAHA-Intercoopération Suisse. Elles concernent uniquement pour les Guichets Fonciers Communaux installés dans les districts d'Anjozorobe et d'Ankazobe.

5.2.4. – Renforcement des capacités des agents publics et de l'information des usagers

5.2.4.1. – Guide des usagers de la route

La corruption pratiquée sur le long des axes routiers s'opère au grand jour, sous les yeux des usagers. Les actions menées pour éradiquer ces pratiques nécessitent la participation et l'implication effective de toutes les parties prenantes.

Plusieurs ateliers ont été animés conjointement par la Gendarmerie Nationale, la Police Nationale, le Ministère chargé des transports, l'Agence des Transports Terrestres et Routiers (ATTR) et le Bureau à Toamasina, Moramanga, Ambatondrazaka, Fénérive-Est et Vatomandry. Ces ateliers ont réuni les autorités et les responsables de la circulation et les usagers de la route des localités visitées, entre autres, les journalistes, les membres de la société civile, les transporteurs, les représentants des tribunaux, les responsables des assurances, les autorités issues des districts et des communes, les responsables des Travaux Publics, de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale, des coopératives de transport, des moniteurs d'auto écoles…



Le Guide des usagers de la route a été distribué lors des ateliers de sensibilisation sur la sécurité routière

En partenariat avec la Direction Inter Régionale des Transports, le Centre d'Immatriculation, le Centre de la Sécurité Routière, le Syndicat des Transporteurs, les Assurances, la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale, le Bureau a concentré la mobilisation sur les effets de la corruption sur l'insécurité routière sur les axes routiers de Mahajanga II et d'Amparemahitsy ;

Dans le Nord de Madagascar, le Bureau a procédé à la tenue de cinq (5) ateliers de sensibilisation sur la sécurité routière et sur la lutte contre la corruption dans les axes routiers, en partenariat avec la Région de DIANA et la Direction Inter Régionale du Transport. A l'issue de ces ateliers, un Comité Régional, présidé par Monsieur le Chef de la Région DIANA, a été mis en place et a procédé à la redynamisation du comité de retrait de permis de conduire. Ces ateliers visent principalement à vulgariser

le contenu du Guide des Usagers de la Route, édité par le BIANCO en collaboration avec le Comité Inter Ministériel. Ils ont été réalisés à :

- ✓ Antsiranana I avec l'Association des Transports Urbains et ayant vu la participation de 150 chauffeurs de taxi et de 30 propriétaires de Bus;
- ✓ Antsiranana ville : 30 responsables des autorités locales (Chef de Région DIANA et son staff, Maire et responsables de la Commune Urbaine d'Antsiranana, Commissaire et Officiers de Police Nationale, Directeur Régional du Transport) et 15 Présidents des Associations des Transporteurs ;
- ✓ Nosy–Be : 8 officiers et agents de Police, 2 Gendarmes et 2 Représentants des transporteurs et le Président de la Délégation Spéciale de la Commune Urbaine de Nosy-Be ;
- ✓ Ambanja : 15 officiers et agents de police, 5 gendarmes, 15 représentants des transporteurs, le Maire de la Commune Urbaine d'Ambanja et le Chef de District ;
- ✓ Ambilobe : 15 officiers et agents de Police, 5 Gendarmes et 15 Représentants des transporteurs et le Maire de la Commune Urbaine d'Ambilobe.

Lors de ces ateliers, des exemplaires du guide des usagers de la route et du recueil des textes régissant la circulation routière ont été distribués aux participants pour servir d'outils de travail.

Des actions similaires ont été réalisées sur les axes des Routes Nationales N°4 et N°6. Elles ont été largement médiatisées sur les chaînes de Télévision, par des interventions sur plateau et la diffusion de reportages au-cours des journaux télévisés.

5.2.4.2. – Guide de bonnes pratiques sur la passation de marchés publics des communes

En vue de la promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité sur la gestion des affaires publiques, un guide, destiné aux responsables des communes, traitant les bonnes pratiques sur la passation des marchés publics, est en cours de formalisation. Ce guide sera édité en version française et malagasy.

5.3 – Volet application de la loi

5.3.1. – Redynamisation de la gestion et de l'usage des boites à doléances

Les activités portant sur la redynamisation de la gestion et l'usage des boîtes à doléances entrent dans le cadre de l'intensification de la mise en œuvre la politique de proximité adoptée par le Bureau pour la collecte des doléances dans les zones reculées et non desservies.

Des séances de mobilisation des membres des comités de gestion des boîtes à doléances installés dans les zones suivantes ont été réalisées dans les districts suivants : Bekily, Betroka, Ambovombe, Amboasary, Taolagnaro, Sakaraha, Ankazoabo, Beroroha, Betioky, Ampanihy, Beloha, Tsihombe, Ambilobe et Nosy-Be.

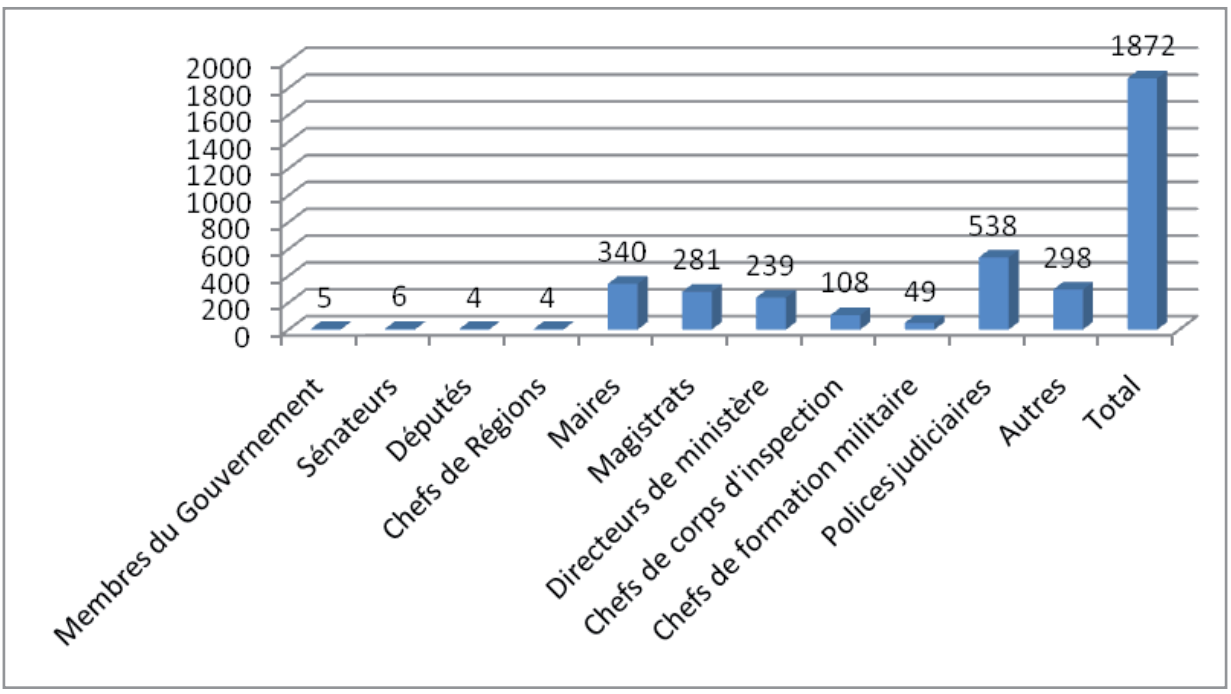
Le Bureau s'est trouvé dans l'obligation de procéder au remplacement des membres défaillants. Ainsi, à titre d'exemple, les membres des comités dans tous les districts des Régions Analanjirofo et Atsinanana, à l'exception de ceux de Toamasina I et II, ont dû être renouvelés.

5.3.2. – Réception et conservation des déclarations de patrimoine

Au cours de l'année 2009, le BIANCO a reçu 1.872 déclarations de patrimoine.

La répartition par catégorie de personnes assujetties est résumée par le graphe ci-après :

Graphique 3 : Répartition des déclarations de patrimoine reçues



Ce nombre très en-deça du nombre de personnes assujetties (environs 6.500 personnes) s'explique essentiellement par la crise politique, et le remplacement des responsables aux niveaux régionaux. Afin d'y remédier, une redynamisation sera effectuée au cours de l'année 2010.

5.3.3. – Réception et traitement des doléances

Du 1er Janvier au 31 Décembre de l'année 2009, le Bureau a reçu 5.858 doléances, dont 1.701 à Antananarivo, 798 à Fianarantsoa, 751 à Mahajanga, 894 à Toamasina, 1.266 à Antsiranana et 448 à Toliara. Le tableau qui suit donne de plus amples informations sur la répartition de ces doléances reçues :

Tableau 1 : Nombre de doléances reçues par branche territoriale

INDICATEURS	A/RIVO	F/TSOA	MAHAJANGA	TOAMASINA	ANTSIRANANA	TOLIARA	TOTAL
1 - Nombre de doléances reçues	1 701	798	751	894	1 266	448	**5 858**
2 - Proportion des doléances reçues par branche territoriale	29,04%	13,62%	12,82%	15,26%	21,61%	7,65%	**100,00%**
3 - Nombre de doléances anonymes	279	259	135	227	162	148	**1 210**
4 - Nombre de doléances individualisées	1 422	540	616	667	1 104	300	**4 649**

Tableau 1 : Nombre de doléances reçues par branche territoriale (suite)

INDICATEURS	A/RIVO	F/TSOA	MAHAJANGA	TOAMASINA	ANTSIRANANA	TOLIARA	TOTAL
5 - Nombre de doléances de corruption	233	205	144	131	332	170	**1 215**
6 - Nombre de doléances «non corruption»	1 467	593	607	763	934	248	**4 612**
7 - Nombre de doléances de corruption investigables	223	148	144	111	332	158	**1 116**
8 - Nombre de dossiers d'investigation traités	299	138	157	129	140	112	**975**
10 - Nombre de dossiers en cours	56	38	0	13	41	30	**178**
11 - Nombre de dossiers en instance	0	64	170	41	160	118	**553**
12 - Nombre de dossiers transmis aux juridictions	110	65	65	38	42	37	**357**
13 - Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions	**36,79%**	**47,10%**	**41,40%**	**29,46%**	**30,00%**	**33,04%**	**36,62%**

Le tableau précédent fait ressortir le taux de réalisation des principaux objectifs de l'année. Ainsi :

- ✓ la proportion du nombre de doléances reçues, par rapport aux résultats escomptés est de **57 %** (5.858 doléances reçues sur 10.200 prévues) ;
- ✓ la proportion du nombre de doléances de corruption faisant l'objet d'investigation, par rapport aux résultats escomptés est de **91 %** (1.116 doléances investigables de corruption sur 1.220 prévues) ;
- ✓ le taux de traitement des dossiers investigables, par rapport aux résultats escomptés est de **72 %** (975 dossiers traités sur 1.360 prévus) ;
- ✓ la proportion du nombre de dossiers transmis aux juridictions, par rapport aux résultats escomptés est de **71 %** (357 dossiers transmis sur 504 prévus) ;
- ✓ la proportion des dossiers transmis aux juridictions par rapport au nombre total de dossiers traités au cours de l'année 2009 est de **37 %** (prévision 2009 : 40%).

Les résultats des enquêtes relatives aux 357 dossiers transmis aux juridictions sont récapitulés comme suit :

Tableau 2 : Nombre d'arrestations, de mise en mandat de dépôt et liberté provisoire

INDICATEURS	BRANCHES TERRITORIALES (période : début janvier – fin déc 2009)						TOTAL (2009)
	A/RIVO	F/TSOA	MAHAJANGA	TOAMASINA	ANTSIRANANA	TOLIARA	
Arrestation	103	3	28	15	12	21	**182**
Mandat de dépôt	13	2	4	4	3	8	**34**
Liberté provisoire	90	1	24	11	9	13	**148**

La répartition par secteur des cas de corruption enregistrés au cours de l'année 2009 est la suivante :

Tableau 3 : Répartition par secteur des dossiers investigables

SECTEURS	CAS DE CORRUPTION FAISANT L'OBJET D'INVESTIGATION (janvier à décembre 2009)							%
	A/RIVO	F/TSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	ANTSIRANANA	TOLIARA	TOTAL	
COLLECTIVITES DECENTRALISEES	24	55	24	25	93	35	256	**22,9%**
GENDARMERIE	32	28	27	6	41	33	167	**15,0%**
JUSTICE	23	11	13	16	57	11	131	**11,7%**
FONCIER : Domaine – topographie	24	7	16	7	32	12	98	**8,8%**
EDUCATION	15	14	6	15	26	16	92	**8,2%**
POLICE	13	2	20	9	21	10	75	**6,7%**
AUTRES	6	11	4	1	5	11	38	**3,4%**
INTERIEUR - ADMINISTRATION TERRITORIALE	10	2	8	3	9	4	36	**3,2%**
SANTE	8	5	7	3	4	2	29	**2,6%**
IMPÔTS	6	0	1	0	11	0	18	**1,6%**
ARMEE	5	6	1	1	1	4	18	**1,6%**
TRAVAUX PUBLICS	6	1	5	0	0	3	15	**1,3%**
ENVIRONNEMENT, EAUX ET FORETS	5	2	1	4	2	1	15	**1,3%**

Tableau 3 : Répartition par secteur des dossiers investigables (suite)

SECTEURS	CAS DE CORRUPTION FAISANT L'OBJET D'INVESTIGATION (janvier à décembre 2009)							%
	A/RIVO	F/TSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	ANTSIRANANA	TOLIARA	TOTAL	
ENERGIE ET MINES	4	0	5	2	3	0	14	**1,3%**
AGRICULTURE	2	1	1	4	2	3	13	**1,2%**
DOUANES	2	0	1	3	5	2	13	**1,2%**
INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERES	4	0	2	3	4	0	13	**1,2%**
FINANCES ET BUDGET – ECONOMIE	8	0	0	2	0	1	11	**1,0%**
TRANSPORT	6	0	1	0	2	0	9	**0,8%**
SECTEUR PRIVE	1	0	0	0	6	2	9	**0,8%**
PROFESSION LIBERALE, ASSOCIATION ET ONG	0	0	0	3	4	1	8	**0,7%**
ECOLE NATIONALE ET CENTRE DE FORMATION	7	0	0	0	0	0	7	**0,6%**
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	6	0	0	0	0	1	7	**0,6%**
TRESOR	1	0	0	0	2	3	6	**0,5%**
FOP ET TRAVAIL	2	0	0	1	1	1	5	**0,4%**
POSTES ET TELECOMMUNI-CATION, COMMUNICATION	2	1	0	0	0	2	5	**0,4%**
ELEVAGE	1	1	1	0	0	0	3	**0,3%**
TOTAL	**223**	**148**	**144**	**111**	**332**	**158**	**1.116**	**100,0%**

Sur les 27 secteurs recensés, la majorité des cas de corruption dénoncés se sont produits au niveau des collectivités territoriales décentralisées (1ère position, avec un taux de 23%), au sein de la Gendarmerie Nationale (2ème position, avec un taux de 15%), la Justice (3ème position, avec un taux de 12%), le secteur foncier (4ème position, avec un taux de 9%) et l'Education (5ème position, avec un taux de 8%).

Les tableaux suivants récapitulent la situation cumulée des doléances reçues depuis l'opérationnalisation du Bureau jusqu'à la fin de l'année 2009 (de 17 septembre 2004 au 31 décembre 2009):

Tableau 4 : Répartition cumulée du traitement des doléances reçues par branche territoriale

INDICATEURS	BRANCHES TERRITORIALES						TOTAL (sept 04 à déc 09)
	ANTANANARIVO (sept 04 à déc 09)	FIANARANTSOA (mars 06 à déc 09)	MAHAJANGA (sept 07 à déc 09)	TOAMASINA (déc 06 à déc 09)	ANTSIRANANA (déc 08 à déc 09)	TOLIARA (déc 08 à déc 09)	
1 - Nombre de doléances reçues	25 684	4 984	2 491	3 280	1 379	657	**38 475**
2 - Nombre de doléances anonymes	4 012	1 725	649	681	165	181	**7 413**
3 - Nombre de doléances individualisées	21 672	3 260	1 842	2 599	1214	476	**31 063**
4 - Nombre de doléances investigables	2 110	804	446	392	361	272	**4 385**
5 - Nombre de dossiers d'investigation traitées	1 773	689	269	335	141	120	**3 327**
6 - Nombre de dossiers investigables en instance et en cours	56	102	170	54	201	148	**731**
7 - Nombre de dossiers transmis aux juridictions	597	299	122	101	43	38	**1 200**
8 - Pourcentage des doléances investigables % doléances reçues	8,22%	16,13%	17,90%	11,95%	26,18%	41,40%	**11,40%**
9 - Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions % dossiers traités	33,67%	43,40%	45,35%	30,15%	30,50%	31,67%	**36,07%**

Le tableau ci-après résume l'évolution annuelle de la réception et du traitement des doléances depuis l'opérationnalisation du Bureau jusqu'à la fin de l'année 2009 :

Tableau 5 : Evolution annuelle du traitement des doléances

INDICATEURS	ANNEE 2004 (17/09 au 31/12/04)	ANNEE 2005 (01/01 au 31/12/05)	ANNEE 2006 (01/01 au 31/12/06)	ANNEE 2007 (01/01 au 31/12/07)	ANNEE 2008 (01/01 au 31/12/08)	ANNEE 2009 (01/01 au 31/12/09)	TOTAL
1 - Nombre de doléances reçues	813	7 492	7 114	7 480	9 718	5 858	**38 475**
2 - Nombre de doléances anonymes	44	1 086	1 430	1 633	2 010	1 210	**7 413**
3 - Nombre de doléances individualisées	769	6 406	5 684	5 847	7 708	4 649	**31 063**
4 - Nombre de doléances investigables	56	430	941	763	1 079	1116	**4 385**
5 - Nombre de doléances investigables traitées	12	213	488	589	1 050	975	**3 327**
6 - Nombre de dossiers investigables en instance et en cours	-	-	-	-	-	731	**731**
7 - Nombre de dossiers transmis aux juridictions	8	89	184	183	379	357	**1 200**
8 - Pourcentage des doléances investigables	6,89%	5,74%	13,23%	10,20%	11,10%	19,05%	11,40%
9 - Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions	66,67%	41,78%	37,70%	31,07%	36,10%	36,62%	36,07%

A la lecture du tableau, on constate une diminution significative du nombre de doléances reçues au-cours de l'année 2009.

Le tableau suivant récapitule, les résultats par branche territoriale des enquêtes relatives aux 3.327 dossiers transmis aux juridictions depuis l'opérationnalisation du Bureau :

Tableau 6 : Récapitulation des résultats des enquêtes par branche territoriale

	BRANCHES TERRITORIALES						TOTAL
	ANTANANARIVO (17 sept 04 au 30 déc 09)	FIANARANTSOA (03 (mars 06 au 30 déc 09)	MAHAJANGA (sept. 07 au 30 déc 09)	TOAMASINA (déc. 06 au 30 déc 09)	ANTSIRANANA (déc. 08 au 30 déc 09)	TOLIARA (déc. 08 au 30 déc 09)	
Arrestation	1 027	194	77	60	13	22	**1 393**
Mandat de dépôt	302	48	19	16	4	8	**397**
Liberté provisoire	725	146	58	44	9	14	**996**

Le tableau suivant récapitule annuellement, les résultats des enquêtes relatives aux 3.327 dossiers transmis aux juridictions depuis l'opérationnalisation du Bureau :

Tableau 7 : Récapitulation annuelle des résultats des enquêtes

	ANNEE 2004 (17/09 au 31/12/04)	ANNEE 2005 (01/01 au 31/12/05	ANNEE 2006 (01/01 au 31/12/06)	ANNEE 2007 (01/01 au 31/12/07)	ANNEE 2008 (01/01 au 31/12/08)	ANNEE 2009 (01/01 au 31/12/09)	TOTAL
Arrestation	12	202	283	317	397	182	**1 393**
Mandat de dépôt	2	78	78	101	104	34	**397**
Liberté provisoire	10	124	205	216	293	148	**996**

6

VOLET COMMUNICATION

Comme il a été mentionné précédemment, le volet Communication a joué un rôle primordial dans la reconquête de la confiance du public quant au bien-fondé de la lutte et la neutralité du Bureau. Des efforts importants ont été réalisés, autant au plan de la communication institutionnelle que la communication de masse, malgré la diminution drastique des moyens financiers disponibles.

Les actions de communication visent avant tout à développer le soutien du public de la lutte contre la corruption, par :

- la visibilité maximale des actions réalisées par le Bureau,
- l'appui aux activités opérationnelles par la production de supports de communication adaptés,
- la coordination nationale des actions de communication visant à provoquer un changement des comportements et des pratiques en faveur de l'intégrité et de la probité.

Nous relatons successivement les activités réalisées au niveau institutionnel et au niveau de la communication de masse.

6.1 – Volet Communication Institutionnelle

La division Communication Institutionnelle est chargée d'assurer une bonne visibilité des actions réalisées par le Bureau, notamment par la médiation des événements importants, la mise à jour du site Web du Bureau, et la diffusion régulière du Bulletin de liaison destiné aux principaux partenaires du Bureau.

Un article de « mise au point » a été publié dans les principaux quotidiens nationaux d'information, consécutivement aux pillages perpétrés sur les locaux de la branche territoriale à Toamasina et à Toliara et aux nombreuses controverses entendues ici et là sur la lutte contre la corruption. Une copie de l'article a été envoyée aux principaux partenaires techniques et financiers du Bureau.

Par ailleurs, la relation avec la presse a été renforcée, notamment par une plus large information des rédactions des quotidiens nationaux à chaque événement important relatif à la lutte. Les importantes parutions suivantes sont à mettre en exergue :

- Deux articles retraçant les récentes réalisations du Bureau dans le domaine de l'Education et de la Prévention ;
- Deux grandes interviews, l'une portant sur le Bureau et l'avancée de la lutte anti-corruption et l'autre sur les « rétrospectives et perspectives de la lutte Contre la Corruption ».



8 INTERVIEW
L'HEBDO DE MADAGASCAR - VENDREDI 30 OCTOBRE AU JEUDI 5 NOVEMBRE 2009

GÉNÉRAL FALY RABETRANO « CORRUPTION À TOUS LES ÉTAGES »

TRÈS DISCRET DEPUIS L'AVÈNEMENT DU RÉGIME DE LA TRANSITION, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BIANCO AFFIRME TOUTEFOIS BÉNÉFICIER DE SON SOUTIEN ENTIER. CRISE OBLIGE, AVEC MOINS DE MOYENS...

• LE BIANCO FONCTIONNE-T-IL ENCORE ?

Nous rencontrons plusieurs difficultés mais je vous assure qu'il continue de fonctionner. Une partie de l'opinion l'a associé à l'ancien régime et a prédit qu'il disparaîtrait à la chute de ce dernier. Certains ont même incité les gens à manifester contre le Bianco, surtout dans les chefs lieux des ex-provinces. C'est dans ce contexte que les locaux de Toamasina et Toliara ont été saccagés et brûlés.

Aujourd'hui que ces bureaux sont rouverts, nous demandons à l'État de continuer à soutenir le programme anticorruption tant par le discours que par des engagements en faveur de ce programme. Ce soutien constitue un signal fort. Un État disposant budget de l'État. Mais on continue à nous contacter, par exemple pour l'accompagnement dans les concours administratifs. Ces actions nous permettent de rester visibles. En fait, le nombre de doléances que nous recevons ne cesse d'augmenter.

• QUELS SONT LES SECTEURS SENSIBLES EN TERME DE CORRUPTION ?

Tous les secteurs, public comme privé, sont concernés. Si l'on se réfère aux enquêtes entreprises depuis la mise en œuvre du programme anticorruption, on constate que les administrations décentralisées, à l'instar des régions, districts et communes, la justice, les services fonciers, la police et la gendarmerie, la santé, sont les plus partir des doléances qui lui sont parvenues, et toutes les doléances reçoivent une suite appropriée.

• QUELLE EST VOTRE RÔLE DANS LE CADRE DE L'AFFAIRE DU TRAFIC DE BOIS DE ROSE ?

Le public attend que le Bianco prenne l'affaire en main, mais il y a d'autres entités responsables, comme la Task Force, qui sont plus directement concernées. Nos attributions, quoique complémentaires de celles de la Task Force, sont distinctes de cette dernière. Notre mission consiste uniquement à réprimer les éventuelles infractions de corruption qui ont pu être commises dans le cadre de ce trafic illicite.

• PENSEZ-VOUS QU'IL Y A BLOCAGE SUR LA DÉCLARATION DE PATRIMOINE ?

L'obligation légale de déclaration de patrimoine n'a jamais été remise en cause. Mais elle est encore assez étrangère à la culture des hauts responsables étatiques et des élus malgaches. La polémique sur le fait patrimoine a été également de nature à freiner les élans. D'où le signal fort que nous demandons aux dirigeants, de montrer l'exemple en s'acquittant eux-mêmes de cette obligation légale.

• LES RESPONSABLES DE LA LUTTE ANTICORRUPTION SONT-ILS PERSÉCUTÉS COMME DANS CERTAINS PAYS AFRICAINS ?

Nous n'avons pas encore reçu de menaces sérieuses, bien qu'il y ait d'autres formes de persécutions à l'encontre de certains membres du personnel du Bianco.

• QUELLE EST LA PLACE DE MADAGASCAR DANS LE MONDE AU NIVEAU DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

Le pays a connu une évolution si on ne s'en tient qu'à l'indice de perception de corruption. En 2007, nous avons été notés 3.2/10, et en 2008 ce chiffre est passé à 3.4 (NDLR, un bon élève comme le Danemark est à 9.4). Nous attendons les évaluations de

MONSIEUR PROPRE. Le général Faly Rabetrano est très fier de son passage à l'École

L'une des deux grandes interviews parue dans l'hebdomadaire « l'Hebdo de Madagascar » du 5 novembre 2009

Diverses activités ont été réalisées afin de maintenir le public régulièrement informé sur l'avancement de la lutte contre la corruption sur tout le territoire :

- Trois numéros du bulletin de liaison « BIANCO INFO » ont été édités ; il a été décidé de rendre trimestrielle, la publication de ce bulletin autrefois semestriel ;

- Deux cent cinquante exemplaires du rapport annuel 2008 ont été imprimés et ont déjà fait l'objet d'une diffusion progressive. Les Branches Territoriales du Bureau se sont chargées de la distribution dans leurs réseaux territoriaux respectifs ;

- Le rapport trimestriel des activités du Bureau a été régulièrement envoyé aux partenaires techniques et financiers du Bureau au-cours de l'année.



La publication du bulletin de liaison est devenue trimestrielle

L'audiovisuel étant un support de grande importance, le deuxième documentaire de 26 minutes, « Miara Miady amin'ny Kolikoly », a été diffusé à la chaîne de télévision nationale TVM. Il relate l'essentiel des réalisations du Bureau durant le deuxième semestre de l'année 2008 et comporte un message personnel de mobilisation du nouveau Directeur Général.

En vue de renforcer les capacités techniques du Bureau, une formation sur la gestion du site web du Bureau a été réalisée, afin que la mise à jour puisse dorénavant être assurée sans l'intervention d'un

prestataire externe. En vue d'améliorer la visibilité internationale du Bureau et de l'avancée de la lutte, des travaux de refonte du site web *www.bianco-mg.org* ont été réalisés et ont pris fin au mois de novembre.



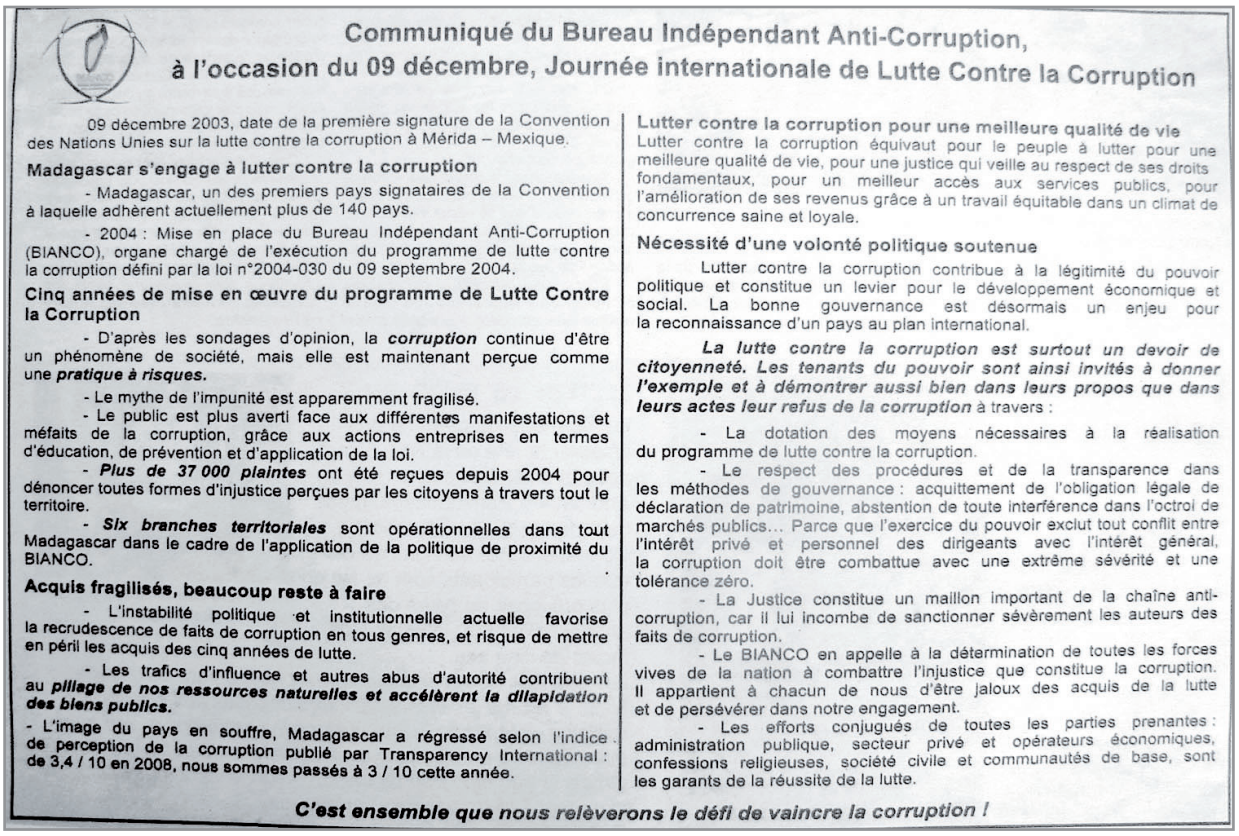
Le nouvel agencement du site facilite son utilisation par les visiteurs

En provinces, notamment à Antsiranana et à Mahajanga, le partenariat avec les médias a porté des fruits. En effet, l'appropriation de la lutte par les journalistes travaillant au sein des stations radio et télévision locales s'est manifestée par la multiplication des diffusions de reportages au-cours des journaux parlés et télévisés, ainsi que des reportages, des documentaires, l'organisation d'émissions spéciales, de théâtres radiophoniques, et de débats par les journalistes eux-mêmes.

Enfin, afin de faire relier les activités d'éducation et de communication du Bureau, des formations ont été dispensées aux journalistes dans les localités suivantes : Maintirano, Marovoay, Antsohihy, Mandritsara, Mahajanga, Manjakandriana, Tsiroanomandidy, Miarinarivo, Soavinandriana, Antsirabe, Morondava, Ambatondrazaka, Moramanga, Fénérive-Est, Mananara, Maroantsetra, Sainte-Marie, Nosy-Be, Sambava, Antalaha, Ihosy, Ambovombe-Androy, Taolagnaro, de même que dans les villes de Toliara, Antsiranana et Toamasina.

La célébration de la Journée Mondiale de la Lutte Contre la Corruption (le 9 décembre) a également fait l'objet d'une vaste campagne. Des communiqués de presse se rapportant à l'événement à Antsirabe, Fianarantsoa et à Toliara ont été publiés.

Le 9 décembre, la déclaration en malgache du Directeur Général a été diffusée dans le journal parlé de 4 stations radio (RNM, RDB, ANTSIVA, VIVA) et dans le journal télévisé de 3 chaînes de télévision (TVM, TVplus, VIVA). La version française de la déclaration a également été publiée dans deux quotidiens nationaux.



Communiqué du Bureau Indépendant Anti-Corruption, à l'occasion du 09 décembre, Journée internationale de Lutte Contre la Corruption

09 décembre 2003, date de la première signature de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption à Mérida – Mexique.

Madagascar s'engage à lutter contre la corruption

- Madagascar, un des premiers pays signataires de la Convention à laquelle adhèrent actuellement plus de 140 pays.

- 2004 : Mise en place du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO), organe chargé de l'exécution du programme de lutte contre la corruption défini par la loi n°2004-030 du 09 septembre 2004.

Cinq années de mise en œuvre du programme de Lutte Contre la Corruption

- D'après les sondages d'opinion, la ***corruption*** continue d'être un phénomène de société, mais elle est maintenant perçue comme une ***pratique à risques.***

- Le mythe de l'impunité est apparemment fragilisé.

- Le public est plus averti face aux différentes manifestations et méfaits de la corruption, grâce aux actions entreprises en termes d'éducation, de prévention et d'application de la loi.

- ***Plus de 37 000 plaintes*** ont été reçues depuis 2004 pour dénoncer toutes formes d'injustice perçues par les citoyens à travers tout le territoire.

- ***Six branches territoriales*** sont opérationnelles dans tout Madagascar dans le cadre de l'application de la politique de proximité du BIANCO.

Acquis fragilisés, beaucoup reste à faire

- L'instabilité politique et institutionnelle actuelle favorise la recrudescence de faits de corruption en tous genres, et risque de mettre en péril les acquis des cinq années de lutte.

- Les trafics d'influence et autres abus d'autorité contribuent au ***pillage de nos ressources naturelles et accélèrent la dilapidation des biens publics.***

- L'image du pays en souffre, Madagascar a régressé selon l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International : de 3,4 / 10 en 2008, nous sommes passés à 3 / 10 cette année.

Lutter contre la corruption pour une meilleure qualité de vie

Lutter contre la corruption équivaut pour le peuple à lutter pour une meilleure qualité de vie, pour une justice qui veille au respect de ses droits fondamentaux, pour un meilleur accès aux services publics, pour l'amélioration de ses revenus grâce à un travail équitable dans un climat de concurrence saine et loyale.

Nécessité d'une volonté politique soutenue

Lutter contre la corruption contribue à la légitimité du pouvoir politique et constitue un levier pour le développement économique et social. La bonne gouvernance est désormais un enjeu pour la reconnaissance d'un pays au plan international.

La lutte contre la corruption est surtout un devoir de citoyenneté. Les tenants du pouvoir sont ainsi invités à donner l'exemple et à démontrer aussi bien dans leurs propos que dans leurs actes leur refus de la corruption à travers :

- La dotation des moyens nécessaires à la réalisation du programme de lutte contre la corruption.

- Le respect des procédures et de la transparence dans les méthodes de gouvernance : acquittement de l'obligation légale de déclaration de patrimoine, abstention de toute interférence dans l'octroi de marchés publics... Parce que l'exercice du pouvoir exclut tout conflit entre l'intérêt privé et personnel des dirigeants avec l'intérêt général, la corruption doit être combattue avec une extrême sévérité et une tolérance zéro.

- La Justice constitue un maillon important de la chaîne anti-corruption, car il lui incombe de sanctionner sévèrement les auteurs des faits de corruption.

- Le BIANCO en appelle à la détermination de toutes les forces vives de la nation à combattre l'injustice que constitue la corruption. Il appartient à chacun de nous d'être jaloux des acquis de la lutte et de persévérer dans notre engagement.

- Les efforts conjugués de toutes les parties prenantes : administration publique, secteur privé et opérateurs économiques, confessions religieuses, société civile et communautés de base, sont les garants de la réussite de la lutte.

C'est ensemble que nous relèverons le défi de vaincre la corruption !

Le message du BIANCO à l'occasion de la célébration du 09 décembre, paru dans deux quotidiens nationaux

6.2 – Volet Communication de Masse

Les activités de communication de masse consistent à produire les supports de communication venant en appui aux activités opérationnelles du Bureau (éducation, prévention et application de la loi) et à diffuser sur tous médias des messages de mobilisation au changement des comportements et des pratiques.

Il convient de souligner que les activités sont gérées par une Division spécifique du Département Communication au niveau central, relayée par les Divisions Education-Prévention dans les Branches Territoriales, afin d'assurer une couverture nationale des actions de communication.

En raison de la crise politique, le premier trimestre a été essentiellement consacré à l'élaboration des documents stratégiques et opérationnels ainsi qu'à la conception de divers supports, en appui aux activités opérationnelles. C'est dans ce cadre, et pour faire suite à la mise en place du Département Communication, qu'une proposition de politique de Communication, déclinée par la suite en stratégies à court et moyen termes ont été élaborées pour contribuer à une meilleure efficacité des interventions.

6.2.1. – Les supports de mobilisation du grand public, des agents et des usagers des Services Publics

Dans le cadre du renforcement et de l'harmonisation de notre message de mobilisation du public, une **brochure** guide destinée à un usage interne a été élaborée. Ce support traite des sujets essentiels à

aborder en priorité par rapport au contexte spécifique de crise et propose des pistes de réponse dans le souci d'adresser des messages uniformes au public.

Dans l'objectif d'appuyer les activités visant le changement de pratiques des Agents et des usagers des Services Publics, trois nouveaux **spots TV** décriant les manifestations courantes de la concussion, du conflit d'intérêts ainsi que de l'abus de fonction ont été conçus et produits.

A l'instar des deux anciens spots TV du même type qui ont été produits et diffusés tout au long de l'année 2008, ces nouveaux spots mettent également en exergue les bonnes attitudes à adopter face à ces infractions de corruption.

Les diffusions ont été réalisées à partir du mois de juin à décembre sur TVM, TV Plus et MaTv en ce qui concerne Antananarivo. Des diffusions sur les chaînes locales ont été effectuées durant cette même période, par les cinq autres Branches Territoriales.

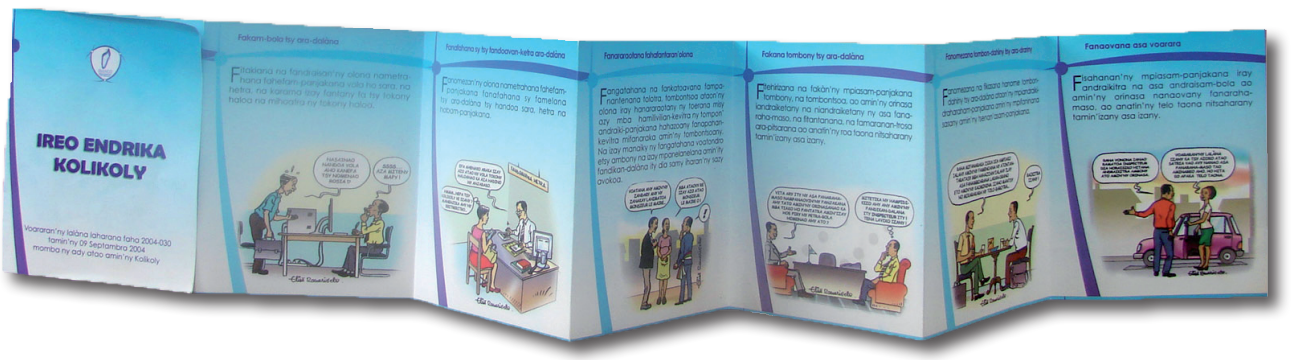
Dans le souci de renforcer l'adhésion du public à la lutte, quatre nouveaux **spots radio** de mobilisation ont été produits. Ces supports traitent des Enjeux majeurs de la lutte contre la corruption, des avantages que tout un chacun peut en attendre au quotidien ainsi que de la responsabilité qui incombe à tous en vue de la réussite de la lutte.

Les diffusions ont été réalisées à partir du mois de juillet à décembre sur RNM, Radio Tanà, Radio Don Bosco et Radio Antsiva ainsi que sur les radio de proximité au niveau des Branches Territoriales.



La radio a été également exploitée dans le cadre du renforcement de la connaissance du public sur les différentes formes de corruption et infractions assimilées. C'est ainsi que les diffusions quotidiennes des **émissions radio «** Miara-miady amin'ny kolikoly **»** se sont poursuivies sur RNM du lundi au vendredi à 6h30 de mars à décembre.

Dans la même optique, un **dépliant** en malgache proposant des définitions simplifiées des infractions de corruption et appuyées par des illustrations, a été édité.



Dépliant à 8 volets contenant définitions et illustrations des infractions de corruption

Une nouvelle **affiche** a été également éditée. Ce nouveau support qui mobilise le public en général sur les enjeux de la lutte, est destiné à être apposé dans tous les bureaux publics.

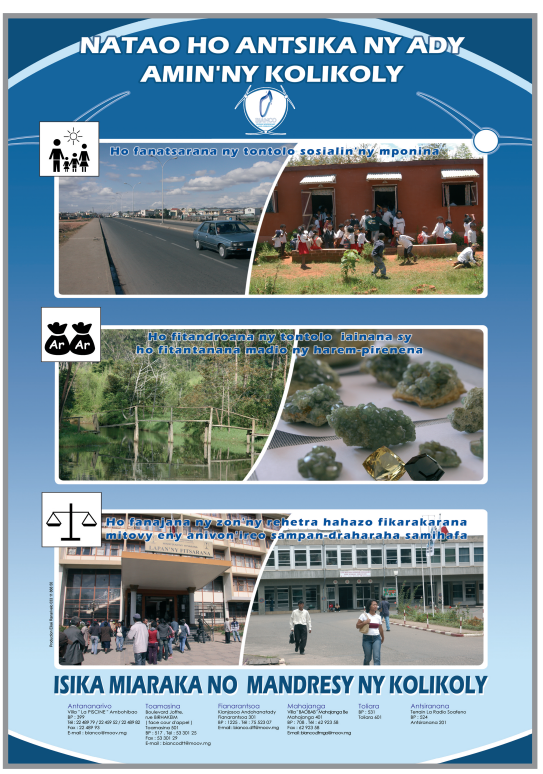
Ces thèmes ont été transcrits dans **un dépliant** qui sera distribué au grand public et en particulier aux leaders d'opinion ;

La Branche Territoriale de Toamasina a conçu des **affiches pour panneaux urbains** qui ont été par la suite apposées dans la ville de Toamasina.

Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la lutte contre la corruption, le 09 décembre, un lot de quatre **banderoles** a été confectionné et a été installé à Antsirabe, ville qui a abrité les festivités pour l'ancienne province d'Antananarivo.

De même, dans l'objectif de renforcer davantage la visibilité du Bureau, notamment à l'occasion des différents événements et manifestations auxquels il sera appelé à participer, des banderoles comportant des messages de mobilisation ont été confectionnées. Chaque Branche Territoriale a été également dotée d'un **grand fanion en bâche** sur lequel figure le logo du Bianco.

Enfin, le **Calendrier 2010** du Bianco contribue à la mobilisation du grand public, au même titre que les trois



La nouvelle affiche de mobilisation éditée en 5.000 exemplaires

éditions précédentes. Les messages véhiculés mettent l'accent sur les retombées positives de la lutte contre la corruption au niveau du quotidien des citoyens.



Le calendrier 2010 véhicule les retombées positives de la lutte contre la corruption au niveau du quotidien des citoyens



Le grand fanion en bâche (40 x 60cm) sur le quel figure le logo du BIANCO

Une série de supports focalisés sur des Secteurs spécifiques ont été également produits et édités, en appui aux activités opérationnelles du Bureau :

- Dans le cadre d'un partenariat naissant avec la JIRAMA, un encart a été publié dans une plaquette publicitaire vendue lors d'un déjeuner organisé par le Collectif Multidisciplinaire des Agents Cadres et de l'Encadrement de la Société. Les enjeux et objectifs de la lutte contre la corruption dans le Secteur Eau et Electricité, ainsi que l'importance de l'implication active de tous (employés de la JIRAMA, partenaires et clients) pour la réussite de la lutte ont été mis en exergue à travers cet encart.
- Dans la poursuite de la collaboration avec les Forces Armées, une **insertion** a été publiée dans le premier numéro de « Fitsinjo », le nouveau bulletin de liaison des Forces Armées. Le rôle ainsi que l'importance de l'implication des différentes entités des Forces Armées dans la lutte contre la corruption, ont été les sujets mis en exergue à travers cet encart.
- Les efforts de mobilisation du Secteur Privé se poursuivent à travers une **insertion** dans l'Agenda 2010 de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo. Cet encart rappelle les enjeux de la lutte contre la corruption dans le cadre du développement économique du pays.
- La Branche Territoriale de Fianarantsoa a produit et diffusé des **émissions radio et télé** portant sur plusieurs secteurs sensibles tels que les Domaines, Environnement – Eaux et Forêts, la Sécurité routière, les Communes Urbaines…

– Une brochure **guide** à l'intention des usagers des Services Domaniaux a été éditée et vulgarisée par la Branche Territoriale de Toamasina. Ce support porte sur les procédures d'acquisition de terrains domaniaux et de mutation de terrains immatriculés.

– Pour sa part, la Branche Territoriale d'Antananarivo a conçu un **Guide des usagers des Services Fonciers**, en étroite collaboration avec les membres du Comité Technique de Suivi du secteur Domaines, afin de tenir compte des modifications survenues dans la nouvelle loi sur l'immatriculation foncière.

– Parallèlement aux activités menées auprès du Secteur Justice, une **brochure** de mobilisation destinée aux usagers des Tribunaux a été éditée par la Branche Territoriale de Toamasina, en collaboration avec les Chefs de Cour et les Chefs de Juridiction.



Encart du BIANCO rappelant les enjeux de la lutte contre la corruption dans le cadre du développement économique du pays

– Les activités de mobilisation et de prévention menées auprès du Secteur Douanes ont été appuyées par la vulgarisation de deux **affiches**, éditées par la Branche Territoriale de Mahajanga. Une **affiche de mobilisation** des usagers a été également produite dans le cadre de la collaboration avec la Commune Urbaine de Mahajanga.

– En droite ligne aux activités de mobilisation dans le milieu confessionnel, la Branche Territoriale de Mahajanga, en collaboration avec le Synode Maevatsara Betsiboka de l'Eglise FJKM, a édité un **dépliant illustré** qui a la particularité de présenter des messages de mobilisation basés sur des références bibliques.

6.2.2. – Les supports de mobilisation de la population rurale

Les efforts visant une meilleure appropriation de la lutte par la population rurale ont été appuyés par l'édition de trois nouveaux numéros du bulletin de mobilisation « Miara-miady amin'ny kolikoly » qui sont vulgarisés au niveau national. Dorénavant, le bulletin, auparavant semestriel, est publié tous les trimestres.


MIARA-MIADY AMIN'NY KOLIKOLY

Gazety fanentanana vokarin'ny Birao Mahaleotena Iadiana amin'ny Kolikoly

VATOSOA : HAREM-PIRENENA KA AROVANTSIKA TSY HO FONGANA NOHO NY KOLIKOLY

ILAKAKA

Ilakaka an-tsary

Ainsi, le 2ème numéro du Bulletin a abordé le problème de la corruption dans l'exploitation de la filière bovine, un des secteurs clés de l'économie rurale.

La corruption dans le trafic de bois précieux, sujet largement débattu dans les actualités, a constitué le focus du 3ème numéro de « Miara-miady amin'ny kolikoly ».

Le dernier numéro de l'année a traité de la corruption dans le cadre de l'exploitation des pierres précieuses.

Comment la corruption participe et facilite-t-elle ces trafics ? Qui sont les intervenants et à quels niveaux ? Sont autant de sujets largement abordés à travers ces éditions. L'objectif final étant d'interpeller les autorités et la population locales ainsi que les principaux responsables de ces filières sur leur rôle dans la prévention de la corruption et la lutte contre ce fléau.

Dans un souci d'amélioration des performances en interne, des équipes du Département Communication et des Divisions Education – Prévention des Branches Territoriales, ont suivi une formation de deux semaines en traitement d'images avec le logiciel Photoshop et en traitement vidéo, et au cours de la première semaine du mois de septembre 2009.

7

RESSOURCES HUMAINES

7.1 – Evolution de l'effectif du personnel

Consécutivement à la mise en place des branches territoriales en fin 2008, l'objectif assigné pour l'année 2009 était de porter l'effectif du personnel à deux cent cinquante cinq (255) personnes.

Cet objectif n'a pas été atteint, au contraire, l'effectif du personnel a régressé au cours de l'exercice 2009. Il est passé de 187 au 31 Décembre 2008 à 179 en fin 2009.

L'évolution de l'effectif du personnel du BIANCO est représentée par le tableau ci-après :

Tableau 8 : Evolution de l'effectif du personnel du Bureau

Période	Effectif début	Entrée	Sortie	Effectif fin
1er Trimestre 2009	187	3	5	185
2ème Trimestre 2009	185	2	2	185
3ème Trimestre 2009	185	2	3	184
4ème Trimestre 2009	184	0	5	179
Mouvements 2009	**187**	**7**	**15**	**179**

Cette régression est due principalement au non replacement systématique des départs, résultant de la politique de gel de l'effectif adoptée par le Bureau suite à la réduction des moyens financiers disponibles.

Il est à remarquer les points suivants :

- les procédures sur les recrutements de trois (3) personnes réalisés au 1er trimestre 2009 ont été initiées courant 2008 ;
- L'arrivée d'un nouveau Directeur Général ;
- Seuls quatre (4) postes (dont le Directeur Général) ont été réellement pourvus au cours de l'année ;

- Sur les quinze (15) départs, on recense :
  - Un (1) abrogation de nomination (l'ancien Directeur Général) ;
  - Six (6) licenciements (non renouvellement contrat ou essai non concluant) ;
  - Huit (8) départs volontaires.

Les mouvements du personnel ont surtout affecté les Divisions opérationnelles, dont notamment la Division « Education – Prévention » avec six (6) départs et une (1) mutation vers la Direction Générale.

Pour la Division « Investigation », le nombre de départ au cours de l'année est de trois (3) agents.

L'effectif par Branche Territoriale et par Division est résumé par le tableau suivant au 31 Décembre 2009 :

Tableau 9 : Effectif par branche territoriale et par division opérationnelle

POSTE	TNR	FNR	TMN	MGA	TLR	ANT	TOTAL	% sur effectif total
INVESTIGATION	33	9	8	8	8	7	**73**	41%
EDUCATION-PREVENTION	8	3	3	5	3	2	**24**	13%
TOTAL	**41**	**12**	**11**	**13**	**11**	**9**	**97**	

On peut constater la faiblesse de l'effectif du personnel de la Division « Education-Prévention » qui ne représente que 13% de l'effectif total du Bureau.

7.2– Formations et renforcement des capacités du personnel

Les formations suivantes ont été réalisées au cours de l'année 2009 :

Formations à l'extérieur

- Deux (2) personnes, financées respectivement par le PRIBG/BAD et l'Ambassade de France à Madagascar, ont suivi une formation intitulée « La corruption : réalité économique et moyen de lutte » à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) France.

Formations locales

- Formation de trois (3) personnes sur « les sept habitudes des gens très efficaces » au « National Leadership Institute of Madagascar (NLIM) » ;
- Une (1) personne pour la formation intitulée «Gestion des stocks » à l'INSCAE ;
- Trois (3) personnes formées en Anglais auprès du Centre Culturel Américain d'Antananarivo ;
- Formation de neuf (9) personnes en PAO (Adobe Photoshop) au SFD ;
- Formation de quatre (4) personnes en Montage Vidéo avec le logiciel Adobe Première au SFD.

7.3 – Autres activités

Un team building sous forme de rencontre sportive a été organisé à Toamasina, avec la participation des personnels de la Direction Générale et des Branches Territoriales d'Antananarivo et de Toamasina.

8

ADMINISTRATION ET FINANCES

8.1 – Réalisations majeures de l'année 2009

8.1.1. – Ressources matérielles et équipements

8.1.1.1. – Opérationnalisation des branches territoriales

Une dotation supplémentaire en matériels informatiques et mobiliers de bureau a été effectuée pour les Branches Territoriales saccagées lors des émeutes populaires du 26 et 27 janvier 2009, ainsi que pour la Branche Territoriale de Fianarantsoa afin d'équiper le nouveau Bureau de la division investigation.

Dans le souci de renouveler l'équipement du Bureau, un reliquat de financement sur le budget de l'Etat année 2008, a permis le lancement des consultations pour l'acquisition de matériels informatiques d'un montant de 100 Millions d'Ariary et des mobiliers de logement d'un montant de 73 millions d'Ariary. Les Marchés correspondants seront finalisés au début de l'année 2010. Et l'acquisition d'un véhicule 4X4 Pick Up L 200 d'un montant de 57 600 000 Ar, objet d'un marché lancé en 2008, a été effective au début de l'année 2009.

8.1.1.2. – Travaux d'infrastructure

Quelques travaux d'infrastructure et de réhabilitations ont été réalisés au cours de l'année :

- Réception définitive du bâtiment et aménagement extérieur pour la Branche Territoriale d'Antsiranana ; montant de 400 680 877 Ar ;
- Réhabilitation d'un bâtiment administratif servant de local de bureau et ses annexes (magasin et de garage) pour la Branche Territoriale de Toamasina ; montant de 16 177 823 Ar ;
- Réhabilitation du bâtiment de la Branche Territoriale de Toliara ; montant de 39 770 167 Ar ;
- Réception du nouveau Bureau de la Division Investigation de la Branche Territoriale de Fianarantsoa ; montant de 216 808 793 Ar.

8.1.2. – Budget et réalisations financières :

Comme tous les organismes publics, le Bureau avait connu des contraintes budgétaires durant l'année. En effet, seulement 64% des ressources propres internes ont pu faire l'objet d'engagement. Ces crédits ont servi à couvrir les charges prioritaires de fonctionnement.

Tableau 10 : Récapitulation des réalisations par rubrique des fonds alloués par l'Etat

LIGNE BUDGETAIRE	RELIQUAT FIN 2008	CRÉDIT 2009	DISPONIBLE AU COMPTE POUR L'EXERCICE 2009	DÉPENSES	DISPONIBLE POUR L'EXERCICE 2010	% DÉCAISSEMENT
2311 Formation	19 795 300,85		19 795 300,85	13 935 033,00	5 860 267,85	70,40%
2312 Animation et Encadrement	75 582 433,03		75 582 433,03	40 968 241,60	34 614 191,43	54,20%
2313 Assistance Technique	10 000 000,00		10 000 000,00		10 000 000,00	0,00%
2314 Logiciels Informatiques	5 053 182,60		5 053 182,60		5 053 182,60	0,00%
2315 Etudes et recherches	16 848 001,00	15 000 000,00	31 848 001,00		31 848 001,00	0,00%
2317 Frais de pré-exploitation	956 499 996,24	110 039 200,00	1 066 539 196,24	770 768 158,89	295 771 037,35	72,27%
2431 Bâtiments administratifs	289 286 469,98		289 286 469,98	288 566 182,25	720 287,73	99,75%
2453 Réseau téléphonique	27 449 295,86		27 449 295,86	196 000,00	27 253 295,86	0,71%
2461 Matériels Techniques	1 096 750,70		1 096 750,70		1 096 750,70	0,00%
2463 Matériel Informatique	100 714 301,62		100 714 301,62		100 714 301,62	0,00%
2464 Matériel et mobilier de bureau	11 710 882,81		11 710 882,81		11 710 882,81	0,00%
2465 Matériel et mobilier de logement	73 970 656,19		73 970 656,19	115 440,00	73 855 216,19	0,16%
2472 Matériel automobile et autres moyens de locomotion	64 541 136,00		64 541 136,00	57 600 000,00	6 941 136,00	89,25%
6031 Personnel permanent	1 157 645 173,43	1 862 480 800,00	3 020 125 973,43	2 520 353 510,86	499 772 462,57	83,45%
6561 Hospitalisation, traitement et soins	20 000 000,00		20 000 000,00	18 731 950,80	1 268 049,20	93,66%
TOTAL	**2 830 193 580,31**	**1 987 520 000,00**	**4 817 713 580,31**	**3 711 234 517,40**	**1 106 479 062,91**	**77,03%**

La prolongation de l'utilisation des Fonds octroyés par le Royaume de Norvège accordée jusqu'en septembre 2009, au lieu de décembre 2008, a permis au Bureau de subvenir aux besoins liés aux activités prévues dans le Plan de Travail Annuel 2009.

Tableau 11 : Récapitulation des réalisations par rubrique des fonds alloués par le Royaume de Norvège

RUBRIQUE	FONDS DISPONIBLES POUR L'EXERCICE 2009 (Ariary)	DEPENSES LORS DE L'EXERCICE 2009 (Ariary)	DISPONIBLE POUR L'EXERCICE 2010 (Ariary)	% DECAISSEMENT
1.1. Mettre en place les réseaux d'information	1 430 097,49	1 203 273,06	226 824,43	84,14%
1.3. Mener les investigations sur les faits soupçonnés de corruption	81 133 589,55	80 842 152,13	291 437,42	99,64%
2.1. Conscientiser et informer la population sur le programme de lutte contre la corruption	139 163 338,10	135 396 878,00	3 766 460,10	97,29%
2.2. Promouvoir une éducation pro-active contre la corruption	59 624 777,64	59 277 690,00	347 087,64	99,42%
3.1. Cerner les risques de corruption à travers les systèmes et procédures	38 304 696,78	37 862 130,00	442 566,78	98,84%
3.2. Agir sur les acteurs et les secteurs	25 380 706,26	25 345 152,00	35 554,26	99,86%
3.4. Promouvoir le mouvement éthique, la déontologie et le pacte d'intégrité	13 134 000,37	12 848 493,33	285 507,04	97,83%
4.1. Soutenir les départements	15 291 899,24	14 881 000,00	410 899,24	97,31%
4.2. Renforcer les capacités du personnel	22 349 009,79	21 859 900,61	489 109,18	97,81%
4.3. Mettre en place les structures territoriales	132 128 270,03	132 128 270,03	0,00	100,00%
Divers (intérêts créditeurs)	16 610 658,53	16 470 710,00	139 948,53	99,16%
PETRAD	7 125 822,01		7 125 822,01	0,00%
TOTAL en Ariary	**551 676 865,79**	**538 115 649,16**	**13 561 216,63**	**97,54%**

L'audit comptable et financier pour les exercices 2009 et 2010, ainsi que l'audit de clôture des Fonds octroyés par le Royaume de Norvège par la seconde Convention de Financement ont été finalisés au cours de l'année.

8.2 – Perspectives pour l'année 2010

Au-cours de l'année 2010, les activités suivantes seront priorisées au niveau du Département Administration et Finances :

- Mise à jour du manuel de procédures administratives et financières et suivi de la pratique du nouveau manuel ;
- Renforcement de l'appui et de l'assistance aux branches territoriales, pour l'amélioration de la coordination et l'homogénéisation de la gestion budgétaire, et organisation de sessions de formation dans ce sens ;
- Renouvellement du parc automobile et du parc informatique selon les disponibilités financières.

9

PERSPECTIVES

9.1 – Grandes Orientations 2010-2012

Les préoccupations du Bureau Indépendant Anti-Corruption, pour la période de 2010 à 2012, seront focalisées principalement sur :

- la mise en place des moyens permettant de mettre en œuvre les actions, réaliser les activités et atteindre les objectifs;
- le développement des capacités opérationnelles du Bureau par le renforcement de la performance des six branches territoriales installées dans les chefs lieux des ex-provinces;
- l'intensification de la mise en œuvre de la stratégie nationale par :
  - Mobilisation du public afin que 2/3 des malgaches soient intolérants face à la corruption et le code de conduite est appliqué dans tous les secteurs prioritaires,
  - Appropriation des mesures de prévention et mise en application des dispositifs anti-corruption par les services publics : standard de service en place et mis en oeuvre, systèmes et procédures redressés, opérateurs et usagers adoptant des bonnes pratiques, augmentation des ressources publiques,
  - Promotion de l'intégrité et de la culture de transparence et de redevabilité au sein du secteur privé : pactes d'intégrité et codes d'éthique, de déontologie et de conduite appliqués par les principaux groupements professionnels,
  - Mise en place et mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption : appropriation régionale de la lutte contre la corruption (adoption de bonnes pratiques dans les secteurs et collectivités décentralisées),
  - Effectivité de la chaîne anti-corruption : une politique pénale est adoptée, les doléances de corruption sont traitées, fragilisation du sentiment d'impunité,
  - Contribution à la bonne gestion des ressources naturelles : maîtrise de l'exploitation des ressources naturelles, minières et pétrolières,
  - Accompagnement des grands investissements miniers et pétroliers : la corruption est réduite dans les grands investissements,
  - Développement de l'ouverture internationale : les capacités du Bureau à opérer sur le plan international sont renforcées (blanchiment d'argent, criminalité transnationale…).

9.2 – Grandes orientations 2010

Les principales orientations du plan de travail 2010 du Bureau, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption, se résument ainsi :

1. Promouvoir la **visibilité permanente** du Bureau aux niveaux national et international et préserver sa **crédibilité** par le biais d'une communication périodique de ses réalisations et de ses performances ;

2. Gérer de manière rationnelle les ressources mises à la disposition du Bureau dans une optique **d'optimisation des coûts**, **de maximisation des rendements et de renforcement des mesures de contrôle interne** ;

3. Contribuer à la promotion de la transparence et de l'anti-corruption dans le processus d'exploitation et de **gestion des ressources naturelles et minières ;**

4. Améliorer les connaissances de la population sur les **formes de corruption et infractions assimilées** ainsi que sur les **procédures de dénonciation** de la corruption ;

5. Renforcer la **mobilisation des journalistes et des organismes relais** en matière d'information et d'éducation du public ;

6. Renforcer le partenariat et la **collaboration avec les Organisations de la Société Civile et les Secteurs** ;

7. Intensifier la mobilisation du public à **dénoncer les cas de corruption** et **à refuser la corruption** ;

8. Améliorer le **traitement des doléances** et réduire au minimum les dossiers en instance ;

9. Dynamiser la **chaîne anti-corruption**, par la mise en œuvre de la Convention de partenariat liant le Bianco au Ministère de la Justice, d'une part, et le renforcement des liaisons opérationnelles, d'autre part ;

10. Accompagner les Régions dans la mise en œuvre de leur **politique régionale de lutte contre la corruption**, à intégrer en tant que dimension transversale de la Politique Régionale de Développement ;

11. Consolider les acquis pour la **promotion et l'effectivité de la déclaration de patrimoine** aux niveaux régional et local ;

12. Renforcer les actions de plaidoyer et de mobilisation au niveau des hauts responsables en vue d'intégrer la dimension « lutte contre la corruption » dans les **programmes scolaires** ;

13. Mobiliser les établissements scolaires publics et privés afin de renforcer **l'appropriation de la lutte contre la corruption**, et à terme, faciliter l'adoption d'une **culture de refus de la corruption** par les jeunes ;

14. Renforcer les interventions pour une plus grande appropriation des **principes d'affaires et codes de conduite et de déontologie** à travers les fiches récapitulatives des principes et valeurs essentielles ;

15. Promouvoir les dispositifs anti-corruption et accompagner les entités clientes dans le processus de **redressement de leurs systèmes et procédures** ainsi que la **mise en œuvre des recommandations d'audit** de risques de corruption ;

16. Accompagner les collectivités territoriales décentralisées (régions et communes) dans le processus de **gestion des ressources publiques** et la lutte contre la corruption dans l'application des **procédures de passation des marchés publics** ;

17. Promouvoir la transparence au niveau des services publics par **l'information des usagers sur les principales procédures appliquées** ;

18. Poursuivre l'**assistance des concours administratifs** au niveau des entités des secteurs sensibles et les **activités de lutte contre la corruption sur les axes routiers ;**

19. Promouvoir l'intégrité et la culture de transparence, de redevabilité et de refus de la corruption au niveau des entités publiques et privées impliquées dans le processus d'**exploration et d'exploitation des ressources pétrolières.**

9.3 – Principaux résultats escomptés pour l'année 2010

Dans le cadre de l'**application de la législation anti-corruption :**

- **7 000** doléances sont reçues, dont **1 250** font l'objet d'investigation ;
- **1 000** dossiers investigables sont traités par le Bianco, dont **400** sont transmis aux juridictions (soit 40% des dossiers traités) ;
- Système informatisé de suivi du traitement de doléances opérationnel au niveau des six branches territoriales du Bureau ;
- Résultats des dossiers transmis aux juridictions communiqués à la presse ;
- Liste mère des assujettis pour l'année 2009 mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- **3 000** personnes assujetties à la Déclaration de Patrimoine se sont acquittées de leur obligation légale ;
- Les personnes ne s'étant pas acquittées de l'obligation de déclaration de patrimoine sont relancées par voie extra judiciaire.

Dans le cadre des **volets Education et Prévention :**

- **Grand public mobilisé** à refuser la pratique de corruption et à dénoncer les cas de corruption dont il est témoin ou victime ;
- **Image et la visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web mis à jour – bianco info – documentaire – bulletin d'information et de mobilisation de la communauté de base ;
- **Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC)** effective dans les **22 régions** de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de lutte contre la corruption dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- **Relais pour l'éducation du public** : partenariat avec les organisations confessionnelles renforcé ;

- **Watchdog et Interpellation** : les Organisations de la Société Civile maîtrisent les techniques y afférentes et œuvrent dans le contrôle de la gestion des ressources forestières, minières et pétrolières, et dans les services fonciers... ;
- **Promotion de la lutte contre la corruption dans les axes routiers** : usagers et agents de la circulation de la route mobilisés à lutter contre la corruption ;
- Travaux d'élaboration des **codes de conduite** et de déontologie finalisés dans tous les secteurs prioritaires de la stratégie nationale ;
- Vulgarisation et adoption des codes de conduite élaborés par les agents des secteurs ciblés : **Administration pénitentiaire – Greffiers – Impôts – Domaines – Douanes – Gendarmerie – Mines… ;**
- **Jeunes mobilisés** et actifs dans les actions de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires à travers les clubs anti-corruption ;
- Poursuite du processus d'introduction des **notions d'intégrité morale et vie publique dans le programme scolaire**: actions de plaidoyer réalisées auprès des hauts responsables du MEN et comité technique mis en place et opérationnel ;
- Secteur privé : stratégie de lutte contre la corruption élaborée et adoptée par les principaux grands groupements d'entreprises en vue de la mise en œuvre de la déclaration des principes d'affaires et de l'application du code de conduite des affaires au niveau national ;
- **12 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures** sont réalisés: **Foncier** (reconnaissance de terrain), **Trésor Public et Justice** (recouvrement des amendes prononcés par les tribunaux), **Santé** (remboursement des frais médicaux), **Communes** (perception de tickets de marché et procédures de versement), **Mines** (recouvrement des redevances et versement des ristournes sur les substances minières auprès des communes), **Finances publiques** (procédures relatives aux soldes et pension), **Communes** (perception des recettes fiscales), **Aéroport Ivato, Port Antsiranana** et **Service de Visite Technique** (analyse des risques de corruption), **Mines** (procédures d'exportation de produits miniers) ;
- Pratiques et risques de corruption au sein des services publics réduits par **l'application des mesures de prévention** et **l'opérationnalisation des standards minima de services** :
  - **7 secteurs accompagnés** dans la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue et d'analyse : environnement, communes, guichets fonciers, filière bovine, services de visa de séjour, mines, maisons centrales,
  - **150 Services Techniques Déconcentrés**, **90 Collectivités Territoriales Décentralisées**, **50 Guichets Fonciers** et **19 Hôpitaux** appuyés dans la mise en place et l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption,
  - **5 entités assistées** dans l'organisation des concours administratifs et **5 entités bénéficiaires des appuis ponctuels** ;
  - Public informé sur les **mesures de prévention de la corruption et les procédures appliquées** au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées et des Services Techniques Déconcentrés ;
  - **Secteur Pétrolier et Minier** : plaidoyer et mobilisation de toutes les parties prenantes au niveau des régions et des lieux d'exploration, d'exploitation et d'extraction en faveur de la transparence et de la redevabilité.

9.4 – Budget prévisionnel 2010

Le budget prévisionnel 2010 du BIANCO s'élève à 4.270 Millions d'Ariary)

Il est détaillé comme suit :

Tableau 12 : Détail du budget prévisionnel 2010

Activités opérationnelles des Branches Territoriales et Départements centraux	**1.090**
Charges de Fonctionnement et Investissements (à gérer au niveau Central)	**3.180**
Charges de personnel	**1.878**
Charges de fonctionnement	**493**
Formation	**16**
Investissements	**28**
Frais de Pré-Exploitation	**765**

Seules les allocations budgétaires provenant de l'Etat Malgache permettront de couvrir les besoins en financement des opérations de l'exercice 2010 du Bureau.

La mobilisation des financements extérieurs n'est pas envisageable tant que la situation de crise persiste à Madagascar.

Le budget prévisionnel des activités opérationnelles de l'année 2010 des Branches Territoriales et des Départements Centraux est récapitulé dans le tableau qui suit :

Tableau 13 : Budget prévisionnel des activités opérationnelles de l'année 2010 des Branches Territoriales et des Départements centraux (Montant en Millions d'Ariary)

	DPCSE	D COM	DT TNR	DT FNR	DT TMN	DT MJG	DT ANT	DT TLR	TOTAL	%
1 - Appui opérationnel	37	-	-	-	-	-	-	-	37	3 %
2 - Communication institutionnelle	-	53	-	-	-	-	-	-	53	5 %
3 - Communication de masse	-	156	-	-	-	-	-	-	156	14 %
4 - Education	-	-	68	37	41	43	31	37	257	24 %
5 - Prévention	-	-	42	35	32	28	32	31	200	18 %
6 - Investigation	-	-	113	59	52	58	49	56	387	36 %
TOTAL Budget 2010	37	209	223	131	125	128	113	124	1.090	100 %
Proportion (%)	**3 %**	**19 %**	**21 %**	**12 %**	**12 %**	**12 %**	**10 %**	**11 %**	**100 %**	

Ce budget fait ressortir que les appuis apportés par les Directions Centrales pour les Branches Territoriales s'élèvent à 22 % du financement des activités de l'exercice 2010. Les 78 % restants sont destinés à la prise en charge des activités opérationnelles des Branches.

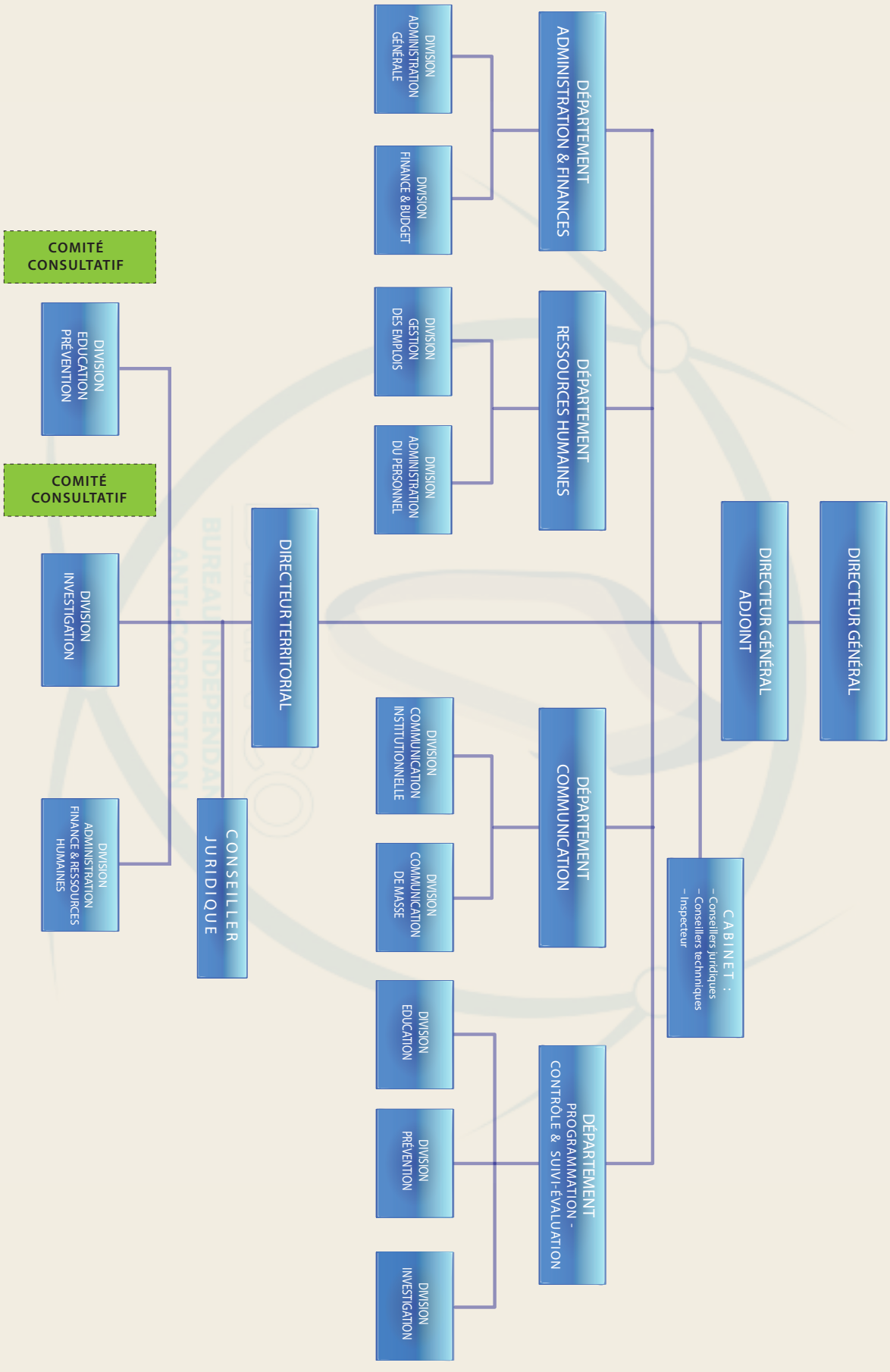
Rapport Annuel 2009

ANNEXES

BIANCO

BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION

Annexe 1 : Organigramme du BIANCO



Annexe 2 : Rapport des comités consultatifs du Bianco

1. Mission, mandat et fonctionnement des comités consultatifs

Les Divisions opérationnelles des Branches Territoriales sont assistées par des Comités Consultatifs conformément aux termes du décret N° 2008-176 du 15 Février 2008 portant réorganisation du Bianco. La nomination des membres, la composition, le fonctionnement ainsi que les termes de leur mandat sont fixes par décision du Directeur Général du Bianco.

Les membres des Comités Consultatifs sont nommés par le Directeur Général du BIANCO sur proposition d'une liste établie et présentée par chaque Directeur Territorial.

Les Comités Consultatifs sont chargés, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur :

- les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général ;
- la prévention contre la corruption et les infractions assimilées ;
- les relations avec les citoyens.

Le mandat des membres est fixé pour une année tacitement renouvelable cinq fois et pour un maximum de six années en poste continu.

La périodicité des réunions des membres des Comités Consultatifs est fixée par décision du Directeur Territorial après accord préalable du Directeur Général. Pour le Comité Consultatif « Investigation » la fréquence de la réunion est de une fois par mois ou tous les deux mois. Par contre celle du Comité Consultatif en «Education – Prévention» s'effectue tous les trimestres.

2. Composition et membres des Comités Consultatifs

Les comités consultatifs sont composés des membres ex-officio et Es-qualité. Sont nommés membres des Comités Consultatifs, au titre de l'exercice 2009 :

Branche Territoriale d'Antananarivo

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
  - RAKOTO Lydia, Avocat au Barreau de Madagascar,
  - RAMIARISOA Sylvia, Gérante d'entreprise,
- Messieurs :
  - ANDRIAMAHENINA Bert, Médecin,

- RAKOTOMANANA Honoré, Sénateur de Madagascar,
- RAKOTOMANDIMBY Christiane, Avocat Général,
- RAKOTOMANANA Hery, Bâtonnier
- Commissaire RANDRIANAIVO J., représentant le D.G. de la Police Nationale,
- Colonel RALIMBISON P., représentant le Commandant de la Gendarmerie Nationale ;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
  - RAZAFINDRAMARY T. H., D.G de l'Education Fondamentale et de l'Alphabétisation,
  - RAZAFIMANANTSOA Christophe Deleau, Directeur Général de la Fonction Publique,
  - RATOVONELINJAFY Bakoly, Magistrat, Conseiller près la Cour Suprême,
- Messieurs :
  - Colonel RANDRIANARIVELO Mamy, Inspecteur Technique au Commandement de la Gendarmerie Nationale,
  - RAKOTOMANANA Jean Bosco, Expert Comptable, Vice Président de l'O.E.C.C.A.M,
  - RASOANAIVO, Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure (ENS),
  - ROBIMANANA Orlando, Directeur de la Brigade de l'Inspection et de la Vérification du Trésor,
  - Stéphane JACOB, Directeur de la Rédaction de Midi Madagascar ,
  - RAMAHANDRISOA Jean Claude Z., Directeur Général de la CCIA d'Antananarivo,
  - RASAMOELINA Patrick, Association Malgache pour l'Education des Adultes (AMEA) ;

Branche territoriale de Fianarantsoa

Comité Consultatif en Investigation

- Madame:
  - NARAZANA, Enseignant – Chercheur à l'Université de Fianarantsoa,
- Messieurs :
  - RAHARIMALALA Andriampenotiana, Procureur Général près la Cour d'Appel,
  - Colonel RANDRIAMISAINA Joseph, Commandant la Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale de Fianarantsoa,
  - RAFANOMEZANTSOA Roger, Directeur Inter Régional de la Sécurité Publique,
  - RALAY Antoine, Avocat, Membre de l'Ordre des Avocats,
  - RAMONJA Jean-Marie, Professeur de Médecine retraité,
  - RAKOTOSON Georges Antoine, Colonel retraité de la Gendarmerie Nationale ;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
  - TALSON Rachelle Marie Léa N., Directeur Inter-Régional de la Communication,
  - RAZANAMAHEFA Désirée Marie Stella, Directeur Exécutif du CEDII,
  - RASAHONDRANIRINA Olga, Coordonnatrice de l'Association HAONASOA,
  - RAMANAMIHAJA Bodosoavololona, Expert Comptable, Membre de l'O.E.C.C.A.M,
- Messieurs :
  - RASOLOFO André, Directeur Inter – Régional de l'Inspection Générale de l'Etat,
  - RAZAFINDRASALA Andriambaonirina, Directeur Inter-Régional de la F.P.T.L.S,
  - RAKOTONANDRASANA Marcel, Directeur Régional de l'Education Nationale,
  - RASOLOMAHEFA Edmond, S.G de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
  - RABEMILA Manohisoa, Enseignant chercheur à l'Université de Fianarantsoa,
  - HERISON Olivier, Commissaire Financier près le Tribunal Financier de Fianarantsoa ;

Branche territoriale de Toamasina

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames/ Messieurs :
  - Le Procureur Général près de la Cour d'Appel ou son Représentant,
  - Le Président de Section de l'Ordre des Avocats de Toamasina ou son Représentant,
  - Le Commandant de la Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale ou son Représentant,
  - Le Directeur Inter-Régional de la Sécurité Publique ou son Représentant,
  - VELONTRASINA Julien , Président du Département Droit à l'Université de Toamasina,
  - RAZAFINDRABE Ernest, Président du KMF/CNOE,
  - BODA Narison Richard, Directeur Inter-Régional de l'Environnement et des Forêts,
  - RABEDAORO Vero, Office Manager STTE,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames/ Messieurs :
  - Le Directeur Inter-Régional des Mines ou son Représentant,
  - Le Directeur Inter-Régional de la Fonction Publique / l'Emploi ou son Représentant,

- Le Directeur Régional de l'Education Nationale ou son Représentant,
- Le Receveur des Douanes ou son Représentant,
- ZOELISON Arthur, Directeur Inter-Régional de l'Information et de la Communication,
- RASOLONJATOVO Nestor, Directeur de la Radio Télévision FMA,
- RAZAFINIMARO Thierry, Transitaire (Représentant du Secteur Privé),
- BOTO Edmond, Consultant ,
- RAKOTOANDRIANA Emilien, Inspecteur des Impôts,
- RASOAMANANTENA Marie Ange, Directeur de l'ONG ODDIT ;

Branche territoriale de Mahajanga

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
  - RAMIANDRASOA Véronique, Premier Président de la Cour d'Appel de Mahajanga,
  - RANDRIAMORAMANANA Onivola, S.G du Groupement des Entreprises Privées,
- Messieurs :
  - RANDRIANIRINA Edmond, Procureur Général près la Cour d'Appel de Mahajanga,
  - Colonel RAFELIVA Marc, Commandant la Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale de Mahajanga,
  - FIANJARA Raymond, Directeur Inter-Régional de la Sécurité Publique,
  - SAID Hassan, Président du Sojabe de Mahajanga,
  - Maître ALIBAY Moïse, Délégué de l'Ordre des Avocats de Mahajanga,
  - Pasteur RAKOTOARINALA Roger, pasteur retraité ;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
  - RAZANAMAMPIONONA Charline, membre de l'ONG KOFEHY,
  - RAKOTOASIMBOLA Jemima, Journaliste,
  - RAKOTOMAHANINA Flore, Représentant BIT
- Messieurs :
  - RALISON Andrianaivo, Directeur du Centre Hospitalier Universitaire d'Androva,
  - RAZAFY Philibert Marcel, Directeur Provincial de la Communication de Mahajanga,
  - BELAMY Rafidison, Directeur Régional de la Fonction Publique,
  - RANAIVOSON Jean Claude, Directeur Régional des Impôts,

- RAKOTOMALALA Max Olivier, Président du C.A de l'Université de Mahajanga,
- FRANCOIS, Chef de Service Inter-Régional de la Police Economique à Mahajanga,
- RICHARD Gaëtan, Conseiller Technique auprès de la Région BOENY ;

Branche territoriale de ANTSIRANANA

Comité Consultatif en Investigation

- Messieurs :
  - IMBIKY Cléridés Jean Antonio Delayola, Substitut au procureur de la République,
  - BOTRALAHY Michel, Avocat,
  - Colonel ZATOMANA Léonard Robson, Commandant de la Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale d'Antsiranana,
  - VITAMANANA Amadou, Directeur Inter – Régional de la Santé Publique,
  - Inspecteur d'Etat JAODADY Amélien, contrôleur des Dépenses Engagées,
  - GOVINDJEE Anante, Docteur en Médecine Générale,
  - KASSIMO Jaotombo, Représentant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
  - ETALE Jean Claude, Opérateur Economique,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
  - RASOAMANANTENA Simone, Responsable Education de Masse et du Civisme,
  - NAMIAH Ranjaharisoa Lucie, Directeur Inter – Régional de la F.P.T.L.S,
- Messieurs :
  - MANAHY Dauphin, Responsable Programmation et de l'Equipe Sanitaire Mobile,
  - JAONOSY Justin, Directeur du développement Régional,
  - RALAIARITAFIKA Urbain, Coordonnateur de la Justice et Paix,
  - SAID M'ZE, Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
  - RAZAFIMAHATRATRA Léon Alfred, Expert fiscal,
  - MANANJARA Francis, Expert en Gestion,
  - ANDRIANIRINA Charles Bernard, Vice Président de l'Université d'Antsiranana,
  - VELOMA RAHASIPOLY, Directeur Provincial de la Communication.

Branche territoriale de Toliara

Comité Consultatif en Investigation

- Madame :
  - RANARIVOLOLONA Joseline, Délégué du Bâtonnier,

- Messieurs :
  - TSABOTO Jacques Adolphe, Procureur Général,
  - TATANJAKY Martin, Commandant de la Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale de Toliara,
  - Commissaire ASOMANO Richard, Directeur inter-régional de la Sécurité Publique,
  - RANDRIAMANJARISOA Robert, Directeur de l'Administration Générale du Territoire,
  - RASOLOFOMASY Simon Seta, Chef du Département Droit de l'Université de Toliara,
  - JAOVITA Albert, Vice-Président de la plateforme de la Société Civile,
  - RALAITAFIKA Halinjiva Andry, directeur d'Agence de la BNI CA de Toliara,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Madame :
  - RAHOLIMANANA Angèle, Directeur d'Agence du Cabinet SAGA,
- Messieurs :
  - BIATA Jean MALAGA, Directeur Régional de l'Education Nationale,
  - RAKOTONOMENJANAHARY Alphin, Directeur Régional de la F.P.T.L.S,
  - ANDRIANARIVOSON Justin, Directeur de l'Energie et des Mines,
  - ANDRIANARIVOSON Yvon Pierre, Chef de Service Appui aux Communes,
  - FREDERIC, Directeur de l'Inspection Générale de l'Etat à Toliara
  - FOKONOTSOA Monja, Président de la Plateforme de la Société Civile,
  - SHALIM SHERAL, Vice-Président de l'Office Régional du Tourisme,
  - TOVONDRAINY Justin, Directeur Régional de la Communication,
  - DELIBOU YOUSSOUF Somano, Avocat au Barreau de Madagascar.

3. – Réalisations et recommandations des membres des Comités consultatifs

3.1. – Volet Investigation

Le tableau ci-après récapitule la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigations des six (6) Branches Territoriales du BIANCO au 31 Décembre 2009 :

Tableau 14: Récapitulation de la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs

	TNR	FNR	TMV	MJG	ATN	TLR	TOTAL
Dossiers investigables	2.110	804	397	446	361	272	**4.390**
Dossiers traités	1.773	689	344	276	141	120	**3.343**
Dossiers soumis aux CCI	1.176	235	225	245	39	52	**1.972**
Dossiers classés par CCI	1.176	225	213	239	39	52	**1.944**
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	66 %	34 %	65 %	89 %	28 %	43 %	**58 %**

Les dossiers examinés et les décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales au cours de l'exercice 2009 sont présentés comme suit :

Tableau 15 : Dossiers examinés et décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales

	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ATN	TOTAL
Dossiers soumis aux CCI	189	46	225	245	52	39	**796**
Dossiers classés par CCI	189	46	213	239	52	39	**778**
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	100 %	100 %	95 %	98 %	100 %	100 %	**98 %**

Les principaux conseils émis par les Comités Consultatifs en Investigation des six (6) Branches Territoriales du BIANCO se résument comme suit :

- Procéder à la mobilisation des Autorités Etatiques pour une meilleure appropriation de la lutte contre la corruption ;
- Préserver l'image de l'efficacité, d'honnêteté et de neutralité surtout pendant la période de crise actuelle ;
- Procéder à la mobilisation des entités concernées pour la mise en application des sanctions prévues par la loi afin de provoquer un regain d'enthousiasme auprès des assujettis devenues progressivement indifférentes à l'obligation de déclaration de patrimoine ;
- Se montrer plus perspicace et faire en sorte que le nombre de dossiers à classer diminue progressivement car cela peut démobiliser le public et porter ainsi atteinte à l'image du Bureau et à l'avenir même de la lutte contre la corruption.

3.2. – Volet Education – Prévention

Les principaux conseils et avis formulés par les Comités Consultatifs en « Education – Prévention » des Branches Territoriales du Bureau son récapitulés ainsi :

Perception du public de la lutte contre la corruption

- Procéder à des évaluations locales des réalisations du Bureau pour estimer la perception du public et anticiper l'évolution de l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International ;

Gestion des risques et de l'exploitation illicite des ressources naturelles

– Participer activement à la recherche de solutions pour éradiquer ce fléau et cerner les risques de corruption et des infractions assimilées relatifs à la gestion et à l'exploitation des ressources naturelles ;

Fonctionnement et activités des Branches Territoriales

– Renforcer les actions d'appropriation et de mobilisation de la lutte contre la corruption des fonctionnaires, en particulier, et du public, en général,

– Choisir des « éclaireurs » au sein des groupes-cibles pour faciliter les interventions et appréhender les impacts et les effets des réalisations,

– Démontrer aux citoyens et aux acteurs que le Bureau ne dépend pas du régime en place et leur rappeler que la lutte contre la corruption est un travail de longue haleine,

– Renforcer les actions de mobilisation des élèves et des étudiants à la lutte contre la corruption à travers les associations et les clubs anti-corruption constitués auprès des établissements,

– Accentuer les activités relatives à l'accompagnement des Régions dans la mise en œuvre de l'approche régionale de la lutte contre la corruption ;

Secteur Privé et Marché public

– Développer le partenariat avec les Chambres de Commerce et de l'Industrie implantées dans les chefs lieux des Régions pour intensifier davantage les actions de mobilisation des opérateurs en matière de lutte contre la corruption,

– Actualiser périodiquement les activités de renforcement des capacités des opérateurs du secteur privé et des responsables des Chambres de Commerce et de l'Industrie sur la lutte contre la corruption,

– Faire appliquer les dispositifs anti-corruption permettant de cerner les risques de corruption et des infractions assimilées dans les procédures de passation et d'attribution des marchés publics, à titre d'exemple, la publication systématique de la liste des titulaires des marchés publics ;

Standard de services

– Procéder au suivi périodique de l'application du standard de services par les entités cibles et au contrôle systématique de l'efficacité des dispositifs en place ;

Secteur Justice et traitement des doléances

– Procéder à la recherche des mécanismes permettant de freiner et enrayer le développement du sentiment d'impunité au sein des groupes de personnes se considérant comme «intouchables» à toutes les sanctions et s'estimant au dessus de toutes les règlementations en vigueur,

– Maintenir la confiance du public envers le Bureau et renforcer leur soutien de la lutte contre la corruption en procédant, entre autres, à l'amélioration du système de traitement des doléances.

Annexe 3 : Tableau de comparaison des réalisations aux indicateurs prévus

VOLET	INDICATEURS	Objectifs 2009	Réalisation 2009	Ecart	% de réalisation	Analyse des écarts
Application de la loi	1- Nombre de doléances reçues	10 200	5 858	- 4 342	**57 %**	La crise politique de 2009 a eu une incidence significative sur la mise en œuvre des activités du Bureau. Les activités du Bureau n'ont pu reprendre leur cours normal qu'à partir du mois de juillet de l'année.
	2- Nombre de doléances de corruption investigable	1 220	1 215	- 5	**99 %**	
	3- Nombre de dossiers de corruption investigable traités	1 360	975	- 385	**72 %**	
	4- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	504	357	- 147	**71 %**	
	5- Nombre de déclaration de patrimoine reçue	6 000	1 872	- 4 128	**31 %**	
Education - Communication	1- Nombre de codes élaborés et édités	4	3	- 1	**75 %**	Code de conduite des agents du MFET non réalisé à cause des changements fréquents des responsables et l'éclatement du Ministère en 3 Départements
	2- Nombre de codes vulgarisés	7	4	- 3	**57 %**	Codes de conduite de la DDSF, Greffiers et MEFT non vulgarisés
	3- Nombre de politique régionale mise en place	22	18	- 4	**82 %**	Politiques Régionales non mises en place auprès des Régions Analamanga, Melaky, Androy et Anosy.
Prévention	1- Nombre des travaux d'audit réalisés	4	0	- 4	**0 %**	Travaux reportés à cause de la suspension des financements extérieurs au cours de l'année 2009.
	2- Nombre de systèmes et procédures analysés	22	6	-16	**27 %**	Travaux non réalisés à cause des problèmes liés au contexte politique
Développement de la capacité opérationnelle Bianco	Effectif du Bureau	255	179	-76	**70 %**	Gel de recrutement et départ volontaire de quelques agents des branches territoriales, notamment à cause des problèmes se rapportant à l'insécurité consécutifs aux événements survenus lors de la crise politique 2009
	Nombre de séances de formations locales réalisées	20	2	- 18	**10 %**	Non disponibilité de ressources financières
	Nombre de séances de formations à l'extérieur réalisées	5	1	- 4	**20 %**	
	Nombre d'ateliers ou forums internationaux	10	3	-7	**30 %**	